

Evaluation des Bundesgesetzes über das Öffentlichkeitsprinzip der Verwaltung (BGÖ)

Anhänge zum Schlussbericht

Eveline Huegli, Marius Féraud

Fachliche Unterstützung: Prof. Dr. Isabelle Häner

Bern, 18. November 2014

Inhaltsverzeichnis

Anhang 1: Fragestellungen der Evaluation	5
Anhang 2: GesprächspartnerInnen	12
Anhang 3: Fragebogen gesuchstellende Personen 2013	16
Anhang 4: Gesprächsleitfaden EDÖB und Öffentlichkeitsberatenden der Departemente	33
Anhang 5: Gesprächsleitfaden MedienexpertInnen	43
Anhang 6: Gesprächsleitfaden NichtnutzerInnen	47
Anhang 7: Befragung BJ (Note de service; le 16 janvier 2014)	48
Anhang 8: Analyse Empfehlungen/Rechtsprechung.....	52
Anhang 9: Vergleich Empfehlungen/Gerichtsurteile	68

Anhang 1: Fragestellungen der Evaluation

Expériences des utilisateurs et des médias par rapport à la LTrans

1. Qui fait usage des possibilités d'accès aux documents officiels?
2. Est-ce que les besoins des utilisateurs par rapport à la transparence de l'activité de l'administration ont évolué? Quels sont leurs besoins?
3. Dans quels buts les utilisateurs emploient-ils les informations contenues dans les documents officiels rendus accessibles?
4. Quels sont les besoins des médias en matière d'information?
5. Quelles sont les difficultés rencontrées par les utilisateurs et par les médias?
6. De quelle manière les utilisateurs et les médias ont-ils connaissance de l'existence des documents officiels faisant l'objet de leurs demandes d'accès?
 - Est-ce que l'information active des autorités sur les documents officiels et la publication de ceux-ci (art. 18 et 19 OTrans) est considérée comme suffisante du point de vue des utilisateurs et des médias?

Problèmes de mise en œuvre de la LTrans

a. Notion de "document officiel"

1. Est-ce que la portée de la notion de document officiel est adéquate du point de vue des autorités, des utilisateurs et des médias?
2. Quels sont les problèmes rencontrés par les autorités notamment par rapport aux documents suivants:
 - des échanges de mails internes d'une autorité ou des notes internes portant uniquement sur des aspects administratifs ou organisationnels?
 - les projets de proposition au Conseil fédéral qu'un office a transmis à son département, alors que les propositions signées par un chef de département ne sont pas soumises au principe de transparence?
 - les contrats conclus entre la Confédération et un tiers, alors que les parties sont convenues d'une clause de confidentialité?
3. De l'avis des utilisateurs et des médias, quels effets aurait une éventuelle restriction de la notion de "document officiel"?

b. Exceptions de la LTrans

1. Est-ce que les exceptions prévues aux art. 7, 8 et 9 LTrans sont adéquates du point de vue des autorités, des utilisateurs et des médias?

2. Quels sont les problèmes rencontrés par les autorités? A leur avis, comment peut-on y remédier?

3. De l'avis des utilisateurs et des médias, quels effets aurait une éventuelle extension du catalogue des exceptions prévues par la LTrans?

c. Articulation entre la LTrans et d'autres lois fédérales

1. Est-ce que l'articulation entre la LTrans et d'autres législations fédérales qui prévoient des normes spéciales en matière de secret ou de publicité est assurée?

2. Quels sont les problèmes d'articulation que les autorités concernées rencontrent notamment avec les lois suivantes:

- la loi du 19 juin 1992 sur la protection des données (LPD; RS 235.1)?
- la loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI; RS 120)?
- la loi sur l'archivage du 26 juin 1998 (LAr; RS 152.1)?
- la loi sur le parlement du 13 décembre 2002 (LParl; RS 171.10)?

3. Quels seraient les mécanismes à prévoir pour assurer, le cas échéant, une meilleure articulation?

d. Exigences formelles des demandes d'accès

1. Dans quelle mesure l'absence d'exigences formelles pour présenter une demande d'accès constitue une solution adéquate pour les autorités, les utilisateurs et les médias?

2. Quels sont les problèmes rencontrés par les autorités notamment par rapport:

- aux demandes d'accès présentées sous une forme anonyme?
- au fait qu'une personne puisse demander de consulter un document contenant les données personnelles d'un tiers sans que l'autorité soit habilitée à communiquer à ce dernier l'identité du demandeur?

3. De l'avis des utilisateurs et des médias, quels effets aurait un éventuel renforcement des exigences formelles des demandes d'accès?

e. Régime des délais

1. Est-ce que le régime des délais fixés par la LTrans constitue une solution adéquate pour les autorités, les utilisateurs et les médias?

2. Quels sont les problèmes que pose le régime des délais impartis aux autorités pour traiter une demande d'accès et pour entendre les tiers-concernés?

3. De l'avis des utilisateurs et des médias, quels effets aurait une éventuelle prolongation du régime des délais?

f. Ressources et émoluments

1. Est-ce que les autorités considèrent que leurs ressources sont suffisantes?
 2. Est-ce que la réglementation applicable en matière d'émoluments constitue une solution adéquate pour les autorités?
 - Quelle est la pratique des autorités en matière de perception d'émoluments?
 - Quels sont les problèmes rencontrés?
 - Est-ce que les recommandations de la CSG du 22 novembre 2013 sont connues? Est-ce que les autorités les appliquent? Est-ce que de leur point de vue ces recommandations sont efficaces?
 - Est-ce que, de l'avis des autorités, le tarif prévu dans l'annexe 1 de l'OTrans constitue une solution adéquate?
 - De l'avis des autorités, quels effets aurait la fixation d'un montant maximum de l'émolument à percevoir?
 - Est-ce que, de l'avis des autorités, les exceptions prévues dans l'OTrans et dans l'ordonnance générale sur les émoluments du 8 septembre 2004 (OGEmol; RS 172.041.1) leur donnent une marge de manœuvre suffisante?
 3. Est-ce que la réglementation applicable en matière d'émoluments constitue une solution adéquate pour les utilisateurs et les médias?
 - Quels sont les problèmes rencontrés?
 - Dans quelle mesure le principe de l'accès onéreux constitue-t-il un obstacle pour accéder aux documents officiels?
 - Est-ce que, de l'avis des utilisateurs et des médias, le tarif prévu dans l'annexe 1 de l'OTrans constitue une solution adéquate?
 - De l'avis des utilisateurs et des médias, quels effets aurait la fixation d'un montant maximum de l'émolument à percevoir?
 - Est-ce que les exceptions prévues dans l'OTrans et l'OGEmol ainsi que les recommandations de la CSG du 22 novembre 2013 sont connues?
 - Est-ce que, de l'avis des utilisateurs et des médias, les exceptions au principe de l'accès onéreux sont suffisantes?
- g. Coordination du traitement des demandes d'accès**
1. Quels sont les problèmes rencontrés par les autorités pour coordonner le traitement d'une demande d'accès (art. 11 OTrans) lorsque:
 - un document a été élaboré par plusieurs autorités?

- la demande d'accès porte sur plusieurs documents qui concernent la même affaire et qui ont été établis ou reçus par différentes autorités soumises à la loi sur la transparence?
 - plusieurs autorités sont en charge de l'affaire?
 - un document a été élaboré à la demande d'une autre autorité?
 - la demande d'accès porte sur un document classifié?
2. Quels sont les problèmes rencontrés par les autorités lorsqu'une demande d'accès est adressée simultanément à plusieurs départements?
- Est-ce que la coordination assurée par le service d'information de la Chancellerie fédérale et par le groupe interdépartemental "Datenschutz" est connue?
 - Quelles sont les expériences faites par les départements?
 - Quelles sont les difficultés rencontrées par le service d'information de la Chancellerie fédérale et par le groupe interdépartemental "Datenschutz"?
3. Est-ce que, de l'avis des autorités, la coordination du traitement des demandes d'accès est suffisante?
- Est-ce que les solutions prévues à l'art. 11 OTrans sont adéquates?
 - Dans le cas contraire, quelles seraient les mesures à prendre?
- h. Application de la LTrans aux autorités fédérales exerçant des tâches de surveillance**
1. Quels sont les problèmes rencontrés par les autorités fédérales exerçant des tâches de surveillance?
- Est-ce que, de l'avis des autorités de surveillance, leur méthode de travail a changé depuis l'entrée en vigueur de la LTrans? Si oui, comment?
 - Est-ce que, de l'avis des autorités de surveillance et des tiers contrôlés, leur rapport de confiance s'est détérioré?
 - Est-ce que, de l'avis des autorités de surveillance et des tiers contrôlés, la LTrans incite ces derniers à ne plus leur communiquer volontairement certaines informations?
2. Quels sont les problèmes rencontrés par le Service de renseignement de la Confédération?
- Dans quelle mesure cette autorité considère-t-elle que la LTrans l'empêche d'accomplir ses tâches légales?
- i. Documents officiels contenant des secrets d'affaires ou des données personnelles et documents classifiés**

1. Est-ce que la protection prévue par la LTrans par rapport aux secrets d'affaires, de fabrication et professionnels de tiers ou de la Confédération contenus dans des documents officiels est adéquate du point de vue des autorités, des utilisateurs et des détenteurs des secrets?
 - Quels sont les problèmes rencontrés?
2. Quels sont les problèmes que posent les demandes d'accès portant:
 - sur des documents officiels contenant des données personnelles non seulement du demandeur mais aussi de tiers ("demandes mixtes")?
 - sur des documents classifiés (art. 11, al. 5, OTrans)?
3. Quels sont les problèmes que posent les règles de procédure régissant l'obligation pour l'autorité de consulter les tiers-concernés par une demande d'accès portant sur des documents contenant leurs données personnelles?
4. Est-ce que l'absence d'une obligation pour l'autorité de consulter le détenteur d'un secret d'affaires contenu dans un document officiel est problématique? Si oui, pourquoi?
5. Est-ce que l'absence d'un droit pour les tiers-concernés de s'opposer en justice à la publication de documents contenant leurs données personnelles ou leurs secrets d'affaires est problématique? Si oui, pourquoi?

Procédure de médiation

1. Quelles sont les expériences en matière de médiation du point du PFPDT et des participants à la procédure de médiation (autorité, demandeur, personnes concernées)?
2. Est-ce que le PFPDT et les participants à la procédure de médiation sont satisfaits ou non du déroulement et des résultats de la médiation? Pourquoi?
 - Quels sont les aspects positifs et négatifs?
 - Dans quelle mesure les objectifs poursuivis par la procédure de médiation sont-ils atteints (modernisation de l'administration, résolution extrajudiciaire des conflits, décharge de la justice etc.)?
 - Est-ce que la procédure de médiation contribue à la transparence de l'administration? Si oui, comment?
3. Comment le PFPDT juge-t-il:
 - son investissement en temps de travail et en personnel?
 - le résultat obtenu?
 - les difficultés rencontrées?
4. De l'avis du PFPDT, quelles seraient les ressources supplémentaires nécessaires?

5. Quels sont les problèmes que pose le régime des délais applicables à la procédure de médiation pour le PFPDT et les participants à la procédure?
6. De l'avis du PFPDT, des autorités, des utilisateurs et des médias quelles sont les mesures envisageables pour améliorer l'efficacité de la procédure de médiation (par exemple ressources supplémentaires, compétences décisionnelles du PFPDT, droit de recours du PFPDT en matière de transparence, prolongation ou abrogation des délais applicables à la procédure de médiation (art. 13 et 14 LTrans), introduction d'une procédure de médiation facultative)?

Effets positifs et négatifs de la LTrans

1. Est-ce que, de l'avis des autorités, des utilisateurs et des médias, la confiance dans l'administration fédérale s'est améliorée sur la base de la LTrans?
2. Dans quelle mesure les utilisateurs considèrent-ils que la LTrans leur permet:
 - de contrôler l'activité de l'administration fédérale?
 - d'avoir accès à des sources d'informations de l'administration?
 - de tirer profit d'une mise à disposition des informations du secteur public (par exemple d'un point économique ou pour prendre des décisions)?
 - d'utiliser les documents officiels rendus accessibles à des fins commerciales?
3. Dans quelle mesure les médias considèrent-ils que la LTrans leur permet:
 - d'avoir accès à des sources d'informations de l'administration?
 - de contribuer à promouvoir la politique d'information active du gouvernement et à la compléter?
 - de contribuer à promouvoir la transparence de l'activité étatique au sein de la population?
4. Est-ce que, de l'avis des autorités et des médias, l'administration fédérale a renforcé sa politique d'information active depuis l'entrée en vigueur de la LTrans?
 - Dans quelle mesure les autorités anticipent-elles le besoin d'information du public et des médias en publiant activement certains documents officiels?
5. Quelle est l'importance de la transparence dans l'orientation stratégique des autorités en matière d'information?
 - Quel est le rôle des organes directeurs par rapport à la politique de transparence de l'autorité?
 - Quel est le rôle du conseiller à la transparence? Est-il en mesure de contribuer à la politique de transparence de l'autorité? Si oui, comment?

6. Est-ce que, de l'avis des autorités, le principe de transparence facilite la coordination entre les différentes unités de l'administration et améliore la gestion des informations?
7. Est-ce que, de l'avis des autorités, la LTrans les empêche d'accomplir leurs tâches légales de manière efficace? Si oui, pourquoi?
8. Est-ce que, de l'avis des autorités, le comportement des personnes participant à l'élaboration d'un document officiel a changé?
 - Assiste-t-on à un comportement d'autocensure?
 - Assiste-t-on à une perte d'informations?
9. Est-ce que, de l'avis des autorités, la LTrans est invoquée par certains milieux (entreprises concurrentes, avocats) dans le but d'obtenir, sur la base des informations reçues, certains avantages économiques à l'encontre d'une entreprise concurrente ou des preuves contre la partie adverse à une procédure contentieuse?
10. Est-ce que, de l'avis des autorités et des médias, ces derniers ont modifié leur stratégie pour obtenir des informations, en ce sens qu'ils privilégient l'obtention de documents officiels en vertu de la LTrans aux indiscrétions et autres cas de fuite?

Anhang 2: GesprächspartnerInnen

Sondierungsgespräche

Werner Bussmann, Simone Füzesséry	BJ
Reynald Vauthier	EDA
Renaud Rini, Patrick Rohrbach	EDI
Reto Ammann, Jean-Philippe Walter	EDÖB
Karin Schmitter Hartmann, Roberto Muttoni	UVEK
Adrian Gassmann	VBS
Thomas Angeli	Beobachter
Martin Stoll	SonntagsZeitung
Claudia Schreiber	Advokatur Schreiber
Paul Mazenauer	Schutzverband der Bevölkerung um den Flugplatz Buochs SBFB

Qualitative Gruppengespräche: EDÖB

Reto Ammann	Leiter Öffentlichkeitsprinzip
Hanspeter Thür	Eidgenössischer Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragter
Jean-Philippe Walter	Stv. Eidgenössischer Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragter

Qualitative Gruppengespräche: ÖffentlichkeitsberaterInnen der Departemente und der Bundeskanzlei

Cornelia Eyholzer Arn	WBF
Adrian Gassmann	VBS
Roberto Muttoni	UVEK
Rolf Reinhard	EJPD
Renaud Rini	EDI
Patrick Rohrbach	EDI
Philippe Schwab	EFD
Ulysse Tscherrig	BK
Reynald Vauthier	EDA

Qualitative Einzelgespräche: Medienexperten

Denis Masméjan	Journalist bei „Le Temps“ und Lehrbeauftragter für Medienethik an der Uni Genf
René Schuhmacher	lic. iur. Rechtsanwalt und Herausgeber von Ktipp, Saldo, Plädoyer
Martin Stoll	Journalist bei der SonntagsZeitung und Präsident des Vereins Oeffentlichkeitsgesetz.ch
Franz Zeller	Dozent für Medienrecht an den Universitäten Bern und Basel sowie am MAZ; wissenschaftlicher Mitarbeiter im BAKOM

Qualitative Einzelgespräche: Organisationen

Amnesty International	Alain Bovard, Politique des droits humains
Greenpeace Schweiz	Julia Heer, Rechtsanwältin
Stiftung für Konsumentenschutz	Sara Stalder, Geschäftsleiterin

Fallstudien Bundesbehörden

BAFU	Salome Sidler, Öffentlichkeitsberaterin, Stv. Sektionsleiterin Rechtsdienst 2
BAG	Federica Liechi, Öffentlichkeitsberaterin, Juristin, Abteilung Recht Schatzmann Karin, Co-Leiterin und wissenschaftliche Mitarbeiterin, Sektion Medizinische Leistungen Jeanneret Emilie, Juristin, Sektion Qualität und Prozesse
BAZL	Daniel Schär, Öffentlichkeitsberater, Stellvertreter Direktionsgeschäfte
BLW	Sonja Eschbach, Öffentlichkeitsberaterin, Stv. Fachbereichsleiterin Recht und Verfahren Jürg Jordi, Leiter Fachbereich Kommunikation
EDA	Reynald Vauthier, Chef Datenschutz und Öffentlichkeitsprinzip Jean-Marc Crevoisier, Chef Information
EFK	Susanne Marbet Coullery, Öffentlichkeitsberaterin, Juristin Rechtsdienst Peter Jörg Marti, Leiter Rechtsdienst Michel Huissoud, Direktor
ENSI	Anton Treier, Öffentlichkeitsberater, Stv. Sektionsleiter Kommunikation Andreas Schefer, Leiter Sektion Recht Peter Flury, Stv. Leiter Direktionsstab
Fedpol	Ewa Krenger, Öffentlichkeitsberaterin, Rechtsdienst und Datenschutz Annamaria Stadler, Stv. Öffentlichkeitsberaterin, Rechtsdienst und Datenschutz; Danièle Bersier, Leiterin Dienst Kommunikation und Medien René Bühler, Stabchef a.i., Leiter Rechtsdienst und Datenschutz
NDB	Philipp Bürgi, Öffentlichkeitsberater, Stv. Chef Rechtsdienst Philipp Kronig, Chef Direktionsbereich Informationsmanagement Katja Carminati, Juristin
SECO	Willi Helmle, Öffentlichkeitsberater, Gruppenleiter DMS Jürg Herren, Stv. Leiter Rechtsdienst Marie Avet, Stv. Leiterin Kommunikation

Swissmedic	Séverine Lachat, Co-Leiterin BGÖ und Datenschutz, Bereich Recht Katrín Kapossy, Co-Leiterin BGÖ und Datenschutz, Bereich Recht Andreas Balsiger Betts, Mitglied der Direktion, Leiter Bereich Recht
WEKO	Beat Zirlick, Leiter Recht, Datenschutz- und Öffentlichkeitsberater Marc Frédéric Schäfer, Referent, stv. Datenschutz- und Öffentlichkeitsberater Patrik Ducrey, stv. Direktor, Leiter Kommunikation

Anhang 3: Fragebogen gesuchstellende Personen 2013

Alle Antworten werden für die Auswertung anonymisiert. Der von Ihnen ausgefüllte Fragebogen ist ausschliesslich dem Forschungsteam zugänglich und wird keinen Drittpersonen zugänglich gemacht.

Der Fragebogen enthält folgende Themenbereiche:

- Gesuchstellung und gewünschte Dokumente
- Fristen, Gebühren und Entscheid durch die Behörde
- Schlichtungsverfahren, Verfügungen
- Wirkungen des BGÖ
- Fazit

Falls Sie den Fragebogen von mehreren Behörden zugestellt bekommen haben, bitten wir Sie, den Fragebogen nur einmal zu beantworten.

Aus methodischen Gründen möchten wir Sie bitten, bei Fragen, die sich auf das Zugangsgesuch beziehen, Ihre Antwort auf das letzte Zugangsgesuch, das Sie 2013 gestellt haben, zu beschränken. Sie finden einen entsprechenden Vermerk (letztes Gesuch 2013) bei den betroffenen Fragen. Wir bitten Sie, dies auch bei den Fragen zum Schlichtungsantrag (Vermerk: letztes Schlichtungsverfahren) so zu handhaben.

Falls es sich bei Ihrem letzten Zugangsgesuch von 2013 um ein gleichlautendes Gesuch an mehrere Behörden gehandelt hat, möchten wir Sie bitten, bei Fragen, die sich auf den Umgang der Behörden mit Ihrem Gesuch beziehen, Ihre Antwort auf eine Behörde zu beschränken. Sie finden einen entsprechenden Vermerk (nur eine Behörde) bei den betroffenen Fragen.

1. Bitte geben Sie an, in welcher Funktion Sie 2013 ein Zugangsgesuch nach BGÖ gestellt haben. (letztes Gesuch 2013)
 - Journalistin/Journalist
 - Vertreterin/Vertreter eines privatwirtschaftlichen Unternehmens
 - Vertreterin/Vertreter eines Vereins/NGO
 - Anwältin/Anwalt
 - Privatperson
 - Forscherin/Forscher oder Studentin/Student an einer Hochschule
 - Andere Funktion, nämlich ...
2. Haben Sie bereits vor diesem Gesuch eines oder mehrere Zugangsgesuche nach BGÖ gestellt?
 - Ja
 - Nein

3. Wie viele Zugangsgesuche haben Sie 2013 sowie insgesamt bereits gestellt?
 - Anzahl Zugangsgesuche nur 2013: ...
 - Anzahl Zugangsgesuche insgesamt: ...

4. Bitte geben Sie an, an welche Behörde Sie das Zugangsgesuch gerichtet haben (letztes Gesuch 2013). Falls Sie ein identisches Gesuch an verschiedene Behörden gestellt haben, führen Sie bitte alle Behörden auf und geben Sie an, auf welche Behörde Sie die Antworten im weiteren Fragebogen beschränken möchten.

Behörde(n): ...

Die Antworten im weiteren Fragebogen beziehen sich auf folgende Behörde:...

Erfahrungen und Einschätzungen der Gesuchstellenden

5. Was war der Auslöser für Ihr Zugangsgesuch? (letztes Gesuch 2013)
 - Verfassen eines Artikels für eine Zeitung, Zeitschrift, Online-Publikation o.ä.
 - Angestrebtes oder laufendes Gerichtsverfahren, juristischer Fall
 - Verfassen einer wissenschaftlichen Arbeit (z.B. Dissertation), Forschungsprojekt
 - Geschäftliche Aktivitäten (z.B. Entwicklung neuer Produkte oder Angebote)
 - Anderer, nämlich...

6. Das Zugangsgesuch kann formlos – z.B. per Brief, Mail, Telefon – gestellt werden. Einzelne Behörden stellen gegenwärtig auf ihrer Website ein Formular zur Verfügung, das für die Gesuchstellung online ausgefüllt oder ausgedruckt und verschickt werden kann. Es wäre denkbar, dass die Verwendung eines standardisierten Formulars für die Gesuchstellung als verbindlich erklärt würde, so dass die Gesuche zentralisiert bei der zuständigen Stelle eingehen. Wie stehen Sie den folgenden Varianten gegenüber?

	Positiv	Eher positiv	Neutral	Eher negativ	Negativ	Keine Beantwortung möglich
Das Gesuch kann formlos - per Brief, Email, Telefon - gestellt werden						
Die Behörden stellen ein standardisiertes Formular zur Verfügung, das für die Gesuchstellung ausgefüllt werden kann (freiwillig)						
Die gesuchstellende Person kann ihr Zugangsgesuch nur auf einem standardisierten Formular einreichen, das von der Verwaltung bereitgestellt wird						

7. Das Zugangsgesuch kann, aber muss nicht begründet werden. Es wäre denkbar, dass ein Gesuch in Zukunft begründet werden müsste, beispielsweise damit die Behörde bei der Gesuchsbearbeitung das Interesse der gesuchstellenden Person berücksichtigen kann. Wie stehen Sie den folgenden Varianten gegenüber?

	Positiv	Eher positiv	Neutral	Eher negativ	Negativ	Keine Beantwortung möglich
Die gesuchstellende Person muss nicht begründen, weshalb sie Zugang zu einem bestimmten Dokument wünscht						
Die gesuchstellende Person muss begründen, weshalb sie Zugang zu einem bestimmten Dokument wünscht						

8. Die gesuchstellende Person muss ihre Identität bei der Gesuchstellung grundsätzlich nicht offenlegen. Aus praktischen Gründen, z.B. wenn Gebühren erhoben werden oder wenn ein Schlichtungsverfahren erfolgt, kann dies jedoch nicht absolut gelten. Für bestimmte Personengruppen (behinderte Personen, Medienschaaffende) sind spezifische Gebührenregelungen vorgesehen; es wäre daher denkbar, dass die Identität bereits bei der Gesuchstellung offengelegt werden müsste. Wie stehen Sie den folgenden Varianten gegenüber?

	Positiv	Eher positiv	Neutral	Eher negativ	Negativ	Keine Beantwortung möglich
Die gesuchstellende Person muss ihre Identität bei der Gesuchstellung grundsätzlich nicht offenlegen						
Die gesuchstellende Person muss ihre Identität bei der Gesuchstellung offenlegen, wenn die Behörde bei der Bemessung von Gebühren prüfen soll, ob die spezifisch für bestimmte Personengruppen vorgesehenen Gebührenregelung zur Anwendung kommt						
Die gesuchstellende Person muss ihre Identität bei der Gesuchstellung offenlegen, wenn ihr						

Gesuch Dokumente mit Personendaten Dritter betrifft.						
Die gesuchstellende Person legt ihre Identität bei der Gesuchstellung grundsätzlich offen						

9. Waren die Informationen, die die Bundesbehörde auf ihrer Webseite publiziert, ausreichend für die Identifikation des gewünschten Dokuments bzw. der gewünschten Dokumente? (letztes Gesuch 2013, nur eine Behörde)

	Ausreichend	Eher ausreichend	Eher nicht ausreichend	Nicht ausreichend	Keine Beantwortung möglich
Informationen über die Aufgabenbereiche, für die die Behörde zuständig ist					
Informationen über wichtige Geschäfte, für die die Behörde zuständig ist					
Informationen über geschäftsrelevante Dokumente (z.B. Berichte, Protokolle, Datenbanken, Listen etc.) der Behörde					

10. Haben Sie im Zusammenhang mit der Gesuchstellung Kontakt mit der entsprechenden Behörde aufgenommen, um Ihr Gesuch präzisieren zu können? (letztes Gesuch 2013, nur eine Behörde)

- Ja
- Nein
- Keine Beantwortung möglich

11. Hat die Behörde Sie von sich aus kontaktiert, um das Gesuch präzisieren zu können? (letztes Gesuch 2013, nur eine Behörde)

- Ja
- Nein
- Keine Beantwortung möglich

12. Welche Stelle der Behörde hat sich mit Ihnen in Kontakt gesetzt? (letztes Gesuch 2013, nur eine Behörde)

- ÖffentlichkeitsberaterIn
- Presse- bzw. Medienstelle
- Zuständiger Fachbereich
- Andere, nämlich: ...

13. An welche Stelle der Behörde sind Sie gelangt? (letztes Gesuch 2013, nur eine Behörde)
- ÖffentlichkeitsberaterIn
 - Presse- bzw. Medienstelle
 - Zuständiger Fachbereich
 - Andere, nämlich: ...
14. Waren die Auskünfte, die Ihnen die Behörde gegeben hat, hilfreich für das Auffinden der Dokumente, die Sie interessierten? (letztes Gesuch 2013, nur eine Behörde)
- Ja
 - Eher ja
 - Eher nein
 - Nein
 - Keine Beantwortung möglich
15. Wurde Ihr Gesuch von der Behörde mit der Begründung zurückgewiesen, dass es zu wenig präzise sei? (letztes Gesuch 2013)
- Ja
 - Nein
 - Keine Beantwortung möglich
16. Die zuständige Behörde muss innert 20 Kalendertagen nach Eingang des Gesuchs Stellung zum Gesuch nehmen. Lag der Entscheid bzw. die definitive Stellungnahme der Behörde zu Ihrem Zugangsgesuch innerhalb dieser Frist vor? (letztes Gesuch 2013)
- Ja
 - Nein
 - Keine Beantwortung möglich
17. Die Frist kann ausnahmsweise um 20 Tage verlängert werden, wenn das Gesuch umfangreiche, komplexe oder schwer beschaffbare Dokumente betrifft; sie kann um die erforderliche Dauer verlängert werden, wenn sich das Gesuch auf amtliche Dokumente bezieht, die Personendaten enthalten. Wurden Sie von der Behörde über die Fristverlängerung informiert und wurde diese begründet?
- Ja; informiert und begründet
 - Ja; nur informiert
 - Nein
 - Keine Beantwortung möglich
18. Mit welcher Begründung wurde die Frist verlängert?
- Umfangreiche Dokumente
 - Komplexe Dokumente
 - Schwer beschaffbare Dokumente
 - Dokumente, die Personendaten enthalten,
 - Keine Beantwortung möglich
 - Anders, nämlich: ...

19. War die Begründung für die Fristverlängerung für Sie nachvollziehbar? (letztes Gesuch 2013)
- Ja
 - Eher ja
 - Eher nein
 - Nein
 - Keine Beantwortung möglich

20. Weshalb (eher) nicht?

...

21. Wie viele Kalendertage dauerte die Frist in Ihrem Fall ungefähr bis zur definitiven Stellungnahme der zuständigen Behörde zum Gesuch, d.h. Zugang wird gewährt, eingeschränkt, aufgeschoben oder verweigert? (letztes Gesuch 2013)
Anzahl Kalendertage ca.: ...

22. In welcher Frist hätte Ihr Zugangsgesuch behandelt werden müssen, damit Ihren Informationsbedürfnissen optimal hätte Rechnung getragen werden können? Bitte begründen Sie Ihre Antwort im dafür vorgesehenen Feld.
Anzahl Kalendertage ca.: ...
BEGRÜNDUNG

23. Der Zugang zu amtlichen Dokumenten ist grundsätzlich gebührenpflichtig. Verschiedene gesetzliche Vorschriften und Empfehlungen regeln, wann Gebühren erhoben oder erlassen werden. Wie stehen Sie den folgenden Regelungen bzw. Empfehlungen gegenüber?

	Positiv	Eher positiv	Neutral	Eher negativ	Negativ	Keine Beantwortung möglich
Für den Zugang zu amtlichen Dokumenten wird in der Regel eine Gebühr erhoben						
Für die Herstellung von Reproduktionen (Fotokopien, Umsetzung eines Dokuments in ein elektronisches Format, Erstellen von Daten- oder Bildtonträgern, Abzüge von Fotografien etc.) werden Gebühren erhoben						
Der Arbeitsaufwand für die Prüfung und Vorbereitung von amtlichen Dokumenten für die Gewährung des Zugangs wird der gesuchstellenden						

Person in Rechnung gestellt						
Für die Versandkosten der Zustellung der amtlichen Dokumente an die gesuchstellende Person werden Gebühren erhoben						
Wenn die Kosten der Gebührenerhebung den Gebührenbetrag übersteigen, werden keine Gebühren erhoben						
Wenn die Kosten weniger als 100.- CHF betragen, werden keine Gebühren erhoben						
Kosten, die sich ausschliesslich aus der Berücksichtigung besonderer Bedürfnisse von Menschen mit Behinderungen ergeben, werden bei der Festlegung der Gebühren nicht berücksichtigt						
Wenn am Zugang zu amtlichen Dokumenten ein überwiegendes öffentliches Interesse besteht, kann auf die Gebührenerhebung ganz oder teilweise verzichtet werden						
Bei Zugangsgesuchen von Medienschaffenden wird die Gebühr in der Regel um mindestens 50% reduziert						
Die Behörde kann auf die Gebührenerhebung verzichten oder die Gebühr reduzieren, wenn sie das Zugangsgesuch ablehnt oder den Zugang nur teilweise gewährt						

24. Sollte aus Ihrer Sicht eine Gebührenobergrenze eingeführt werden?

- Ja
- Eher ja
- Eher nein
- Nein
- Keine Beantwortung möglich

25. Wie hoch sollte die Gebühr sein, die maximal in Rechnung gestellt werden dürfte?
Gebühr in CHF: ...

26. Hat die Behörde Sie über die zu erwartende Höhe der Gebühr für die Behandlung Ihres Gesuchs informiert? (letztes Gesuch 2013)

- Ja
- Nein
- Keine Beantwortung möglich

27. Hat die Behörde die Gebührenerhebung begründet?

Ja

Nein

Keine Beantwortung möglich

28. War die Begründung für Sie nachvollziehbar? (letztes Gesuch 2013)

- Ja

- Eher ja

- Eher nein

- Nein

- Keine Beantwortung möglich

29. Weshalb (eher) nicht?

...

30. Wie haben Sie auf die Information über die zu erwartenden Kosten reagiert?

- Ich habe mein Zugangsgesuch aufrechterhalten

- Ich habe mein Gesuch zurückgezogen

- Ich habe ein Schlichtungsgesuch beim Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten (EDÖB) gestellt

- Anders, nämlich...

31. Hat Ihr Gesuch Informationen von oder über Unternehmen umfasst? Falls Sie beim Zugangsgesuch geschäftliche Interessen vertreten, bitte kreuzen Sie alle betroffenen Kategorien an. (letztes Gesuch 2013)

- Informationen von oder über Unternehmen der gleichen Branche

- Informationen von oder über Unternehmen einer anderen Branche

- Keine Beantwortung möglich

32. Wie hat die zuständige Behörde über Ihr Zugangsgesuch entschieden? (letztes Gesuch 2013)

- Zugang wurde gewährt (ohne Einschränkungen)

- Zugang wurde eingeschränkt bzw. teilweise gewährt

- Zugang wurde aufgeschoben

- Zugang wurde verweigert

33. Wie wurde dieser Entscheid begründet? Bitte kreuzen Sie alle zutreffenden Antworten an:

- Die Behörde ist nicht zuständig, um das Zugangsgesuch zu behandeln (Art. 10 Abs. 1 BGÖ)

- Das Dokument wurde von dem Inkrafttreten des BGÖ von einer Behörde erstellt oder empfangen (Art. 23 BGÖ).

- Das Dokument wurde bereits in einem Publikationsorgan des Bundes oder auf Internet publiziert (Art. 3 Abs. 2 VBGÖ)

- Das Dokument betrifft ein Justiz- bzw. Streitbeilegungs- oder Schiedsverfahren (Art. 3 BGÖ)
- Das Dokument fällt unter eine spezialgesetzliche Geheimnis- oder Zugangsregelung (Art. 4 BGÖ)
- Dokument wird durch eine Behörde kommerziell genutzt (Art. 5 Abs. 3 Bst. a BGÖ)
- Dokument ist nicht fertiggestellt (Art. 5 Abs. 3 Bst. b BGÖ)
- Dokument ist zum persönlichen Gebrauch bestimmt (Art. 5 Abs. 3 Bst. c BGÖ)
- Beeinträchtigung der freien Meinungs- und Willensbildung der Behörde (Art. 7 Abs. 1 Bst. a BGÖ)
- Beeinträchtigung der zielkonformen Durchführung einer konkreten behördlichen Massnahme (Art. 7 Abs. 1 Bst. b BGÖ)
- Gefährdung der inneren oder äusseren Sicherheit der Schweiz (Art. 7 Abs. 1 Bst. c BGÖ)
- Beeinträchtigung aussenpolitischer Interessen oder der internationalen Beziehungen der Schweiz (Art. 7 Abs. 1 Bst. d BGÖ)
- Beeinträchtigung der Beziehungen zwischen dem Bund und den Kantonen oder zwischen den Kantonen (Art. 7 Abs. 1 Bst. e BGÖ)
- Gefährdung der wirtschafts-, geld- und währungspolitischen Interessen der Schweiz (Art. 7 Abs. 1 Bst. f BGÖ)
- Offenbarung von Berufs-, Geschäfts- oder Fabrikationsgeheimnissen (Art. 7 Abs. 1 Bst. g BGÖ)
- Vermittlung von Informationen, die der Behörde von Dritten freiwillig mitgeteilt worden sind und deren Geheimhaltung die Behörde zugesichert hat (Art. 7 Abs. 1 Bst. h BGÖ)
- Beeinträchtigung der Privatsphäre Dritter (Art. 7 Abs. 2 BGÖ)
- Schutz von Personendaten (Art. 9 BGÖ)
- Amtliches Dokument des Mitberichtsverfahrens (Art. 8 Abs. 1 BGÖ)
- Politischer oder administrativer Entscheid, für den das amtliche Dokument die Grundlage bildet, wurde noch nicht getroffen (Art. 8 Abs. 2 BGÖ)
- Amtliches Dokument des Ämterkonsultationsverfahrens, das gemäss Beschluss des Bundesrats auch nach dem Entscheid nicht zugänglich ist (Art. 8 Abs. 3 BGÖ)
- Amtliches Dokument über Positionen in laufenden oder künftigen Verhandlungen (Art. 8 Abs. 4 BGÖ)
- Keine Beantwortung möglich
- Anders, nämlich...

34. War diese Begründung aus Ihrer Sicht nachvollziehbar?

- Ja
- Eher Ja
- Eher Nein
- Nein

35. Weshalb (eher) nicht?

...

36. Haben die erhaltenen Informationen dazu beigetragen, Ihr ursprünglich geäußertes Informationsbedürfnis (z.B. Verfassen eines Artikels für eine Zeitung oder einer wissenschaftlichen Arbeit, Informationen in Hinblick auf einen juristischen Fall oder einen wirtschaftlichen Entscheid etc.) zu befriedigen?

- Ja
- Eher ja
- Eher nein
- Nein
- Keine Beantwortung möglich

37. Weshalb (eher) nicht?

...

38. In bestimmten Fällen besteht kein Zugang zu amtlichen Dokumenten (Art. 8 BGÖ). Bitte geben Sie nachfolgend an, wie Sie diesen Regelungen gegenüberstehen.

	Positiv	Eher positiv	Neutral	Eher negativ	Negativ	Keine Beantwortung möglich
Es besteht kein Recht auf Zugang zu amtlichen Dokumenten des Mitberichtsverfahrens						
Amtliche Dokumente dürfen erst zugänglich gemacht werden, wenn der politische oder administrative Entscheid, für den sie die Grundlagen darstellen, getroffen ist						
Der Bundesrat kann ausnahmsweise beschliessen, amtliche Dokumente des Ämterkonsultationsverfahrens auch nach dem Entscheid nicht zugänglich zu machen						
Amtliche Dokumente über Positionen in laufenden und künftigen Verhandlungen sind in keinem Fall zugänglich						

39. Wenn in folgenden Fällen kein Zugang mehr zu den betroffenen amtlichen Dokumenten bestehen würde, wie würden Sie diesen Änderungen gegenüberstehen?

	Positiv	Eher positiv	Neutral	Eher negativ	Negativ	Keine Beantwortung möglich
Dokumente von Aufsichtsbehörden über ihre Aufsichtstätigkeit						
Dokumente, die Personendaten enthalten						
Dokumente, die Berufs-, Geschäfts- oder Fabrikationsgeheimnisse enthalten						
Verträge, die der Bund mit Dritten abgeschlossen hat						
Dokumente, die militärische oder nachrichtendienstliche Geschäfte betreffen						
Dokumente, die polizeiliche Geschäfte betreffen						
Dokumente, die diplomatische/aussenpolitische Geschäfte betreffen						
Antragsentwürfe eines Amtes an die/den Vorsteher/in des betreffenden Departements						
Emails						
Interne Notizen oder Arbeitspapiere						
Dokumente, die als geheim gekennzeichnet sind						

40. Das BGÖ gilt für die Bundesverwaltung, bestimmte Organisationen und Personen des öffentlichen oder privaten Rechts, die nicht der Bundesverwaltung angehören und die Parlamentsdienste (Art. 2 BGÖ). Das Gesetz gilt nicht für die Schweizerische Nationalbank und die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA). Ist dies aus Ihrer Sicht zweckmässig?

- Ja
- Eher ja
- Eher nein
- Nein

41. Weshalb (eher) nicht?

...

42. Wenn nachfolgende Behörden vom Geltungsbereich ausgenommen würden, wie würden Sie dieser Änderung gegenüberstehen?

	Positiv	Eher positiv	Neutral	Eher negativ	Negativ	Keine Beantwortung möglich
Eidgenössische Finanzkontrolle (EFK)						
Eidgenössisches Nuklearsicherheitsinspektorat (ENSI)						
Wettbewerbskommission (WEKO)						
Bundesamt für Zivilluftfahrt (BAZL)						
Schweizerisches Heilmittelinstitut (Swissmedic)						
Nachrichtendienst des Bundes (NDB)						

Erfahrungen im Schlichtungsverfahren

43. Haben Sie bereits einmal oder mehrmals einen Schlichtungsantrag beim Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten (EDÖB) gestellt?

- Ja; einmal
- Ja; mehrmals
- Nein
- Keine Beantwortung möglich

44. In welchem Jahr haben Sie zum letzten Mal einen Schlichtungsantrag gestellt?

Jahr: ...

45. Hat in Ihrem Schlichtungsverfahren eine Schlichtungssitzung stattgefunden, an der Sie als gesuchstellende Person der zuständigen Behörde gegenüber sass(en)? (letztes Schlichtungsverfahren)

- Ja
- Nein
- Verfahren ist noch hängig
- Keine Beantwortung möglich

46. Waren folgende Aspekte des Schlichtungsverfahrens in Ihrem Fall erfüllt? (letztes Schlichtungsverfahren)

	Ja	Eher ja	Eher nein	Nein	Keine Beantwortung möglich
Sie als gesuchstellende Person wurden vom EDÖB angehört (ggf. schriftlich) und konnten Ihre Position darlegen					
Der EDÖB hat Sie als gesuchstellende Person und die betroffene Behörde dabei unterstützt, selbst eine Lösung zu finden					
Der EDÖB hat eigene Vorschläge eingebracht, wie eine Einigung erzielt werden könnte					

47. Inwiefern wurde das Schlichtungsverfahren gemäss Ihrer Beurteilung den folgenden Ansprüchen gerecht? (letztes Schlichtungsverfahren)

	Ja	Eher ja	Eher nein	Nein	Keine Beantwortung möglich
Das Verständnis zwischen Ihnen als gesuchstellende Person und der Verwaltung wurde gefördert					
Ihr Vertrauen als gesuchstellende Person in die Verwaltung wurde gestärkt					

48. Das Schlichtungsverfahren soll innert 30 Kalendertagen nach Empfang des Schlichtungsantrags abgeschlossen sein (d.h. eine einvernehmliche Lösung wurde gefunden oder der EDÖB hat den am Schlichtungsverfahren Beteiligten eine schriftliche Empfehlung abgegeben). War das letzte Schlichtungsverfahren, in das Sie involviert waren, innerhalb dieser Frist abgeschlossen?

- Ja
- Nein
- Keine Beantwortung möglich

49. Wie viele Kalendertage dauerte die Frist in Ihrem Fall ungefähr, bis das Schlichtungsverfahren abgeschlossen war? (letztes Schlichtungsverfahren)

- Keine Beantwortung möglich (Verfahren ist noch hängig)

Anzahl Kalendertage ca.: ...

50. Welche Verfahrensdauer hätte Ihrer Ansicht nach angesetzt werden müssen, damit Ihren Informationsbedürfnissen optimal hätte Rechnung getragen werden können? Bitte begründen Sie Ihre Antwort im dafür vorgesehenen Feld. (letztes Schlichtungsverfahren)

Anzahl Kalendertage ca.: ...

BEGRÜNDUNG

51. Was war das Ergebnis des letzten Schlichtungsverfahrens, in das Sie involviert waren?
- Einigung wurde erzielt: Die Behörde hat den Zugang vollumfänglich gewährt
 - Einigung wurde erzielt: Sie als gesuchstellende Person haben auf den Zugang vollumfänglich verzichtet
 - Einigung wurde erzielt: Die Behörde hat den Zugang teilweise gewährt, Sie als gesuchstellende Person haben auf den Zugang teilweise verzichtet
 - Es wurde keine Einigung erzielt, aber die Behörde hat den Zugang aufgrund der Empfehlung des EDÖB in einer für Sie zufriedenstellenden Weise gewährt
 - Es wurde keine Einigung erzielt bzw. die Behörde hat den Zugang aufgrund der Empfehlung des EDÖB entweder gar nicht oder nicht in einer für Sie zufriedenstellenden Weise gewährt
52. Haben Sie von der Behörde den Erlass einer Verfügung verlangt oder hat die Behörde von Amtes wegen eine Verfügung erlassen?
- Ja
 - Nein
 - Keine Beantwortung möglich
53. Weshalb nicht? ...
54. Haben Sie ein Beschwerdeverfahren eingeleitet und die Verfügung angefochten?
- Ja
 - Nein
 - Keine Beantwortung möglich
55. Weshalb nicht?
- ...
56. War die Empfehlung des EDÖB für Sie hilfreich? (letztes Schlichtungsverfahren)
- Ja
 - Eher ja
 - Eher nein
 - Nein
 - Keine Beantwortung möglich
57. Inwiefern? ...
58. Bitte geben Sie an, wie Sie den folgenden Regelungen gegenüberstehen:

	Positiv	Eher positiv	Neutral	Eher negativ	Negativ	Keine Beantwortung möglich
Das BGÖ sieht die Möglichkeit vor, dass die gesuchstellende Person einen Schlichtungsantrag stellen kann, wenn der Zugang zu amtlichen Dokumenten eingeschränkt, aufgeschoben oder verweigert wird (Art. 13 BGÖ)						
Das BGÖ sieht die Möglichkeit vor, dass die gesuchstellende Person einen Schlichtungsantrag stellen kann, wenn die Behörde nicht fristgerecht Stellung genommen hat (Art. 13 BGÖ)						
Das BGÖ sieht die Möglichkeit vor, dass eine Person, die nach Art. 11 BGÖ (Personendaten) angehört worden ist, ein Schlichtungsverfahren beantragen kann, wenn die Behörde gegen ihren Willen den Zugang gewähren will (Art. 13 BGÖ)						
Das Schlichtungsverfahren ist dem gerichtlichen Verfahren vorgeschaltet						
Der EDÖB erlässt eine Empfehlung, wenn das Schlichtungsverfahren nicht zu einem von allen Beteiligten akzeptierten Ergebnis geführt hat						
Der EDÖB begründet seine Empfehlung						
Die Empfehlung hat keine unmittelbare Rechtswirkung, d.h. sie ist für die Adressaten nicht verbindlich						
Die Empfehlung wird veröffentlicht						
Für das Schlichtungsverfahren wird keine Gebühr erhoben						

Wirkungen des BGÖ

59. Mit dem BGÖ sollen verschiedene Ziele erreicht werden; ist das BGÖ gemäss Ihrer Beurteilung gegenwärtig auf Kurs?

	Ja	Eher ja	Eher nein	Nein	Keine Beurteilung möglich
Das BGÖ ermöglicht die Kontrolle der Verwaltung durch die Bürgerinnen und Bürger					
Die Verwaltung betreibt eine verstärkte aktive Informationspolitik					
Die Verwaltung antizipiert das Informationsbedürfnis der Bevölkerung und stellt vermehrt von sich aus bestimmte Dokumente auf ihrer Website zur Verfügung					
Indiskretionen werden verhindert					
Das Vertrauen der BürgerInnen in die Verwaltung wird gestärkt					

60. Es besteht die Gefahr, dass das BGÖ auch verschiedene unerwünschte Wirkungen hat; wie oft haben Sie bereits folgende Wirkungen beobachtet?

	Häufig	Eher häufig	Eher selten	Selten	Nie	Keine Beurteilung möglich
Bestimmte Dokumente, die gemäss BGÖ zugänglich wären oder sein könnten, werden nicht mehr verfasst						
Bestimmte Dokumente, die gemäss BGÖ zugänglich wären oder sein könnten, werden zurückhaltender verfasst, so dass wichtige Informationen fehlen						

61. Stellen Sie allenfalls weitere Wirkungen des BGÖ fest? Falls ja, führen Sie diese bitte nachfolgend aus:

...

Fazit

62. Wenn Sie Ihre Erfahrungen insgesamt mit der Gesuchstellung gemäss BGÖ betrachten, sind Sie auf Schwierigkeiten gestossen? Falls ja, führen Sie diese bitte aus:

...

63. Welches Verbesserungspotenzial bei den rechtlichen Vorgaben des BGÖ und/oder der Art und Weise, wie die Behörden das BGÖ umsetzen, besteht Ihrer Ansicht nach?

Anhang 4: Gesprächsleitfaden EDÖB und Öffentlichkeitsbera- tenden der Departemente

Der Vollzug des BGÖ durch die Bundesbehörden birgt in verschiedenen Bereichen zahl- reiche Herausforderungen und Probleme („Ist“-Situation), die in einem Spannungsfeld mit dem **gesetzlichen „Soll“** stehen. Das „Soll“ sowie der dazugehörige Leitgedanke sind nachfolgend jeweils in der obersten Zeile aufgeführt. In der mittleren Zeile finden sich einige Stichworte aus der bisherigen Untersuchung und dem Pflichtenheft, die auf Diffe- renzen zum Soll-Zustand hinweisen, als Input für die Diskussion; diese Liste soll in einem ersten Schritt ggf. ergänzt werden und es soll ein gemeinsames Verständnis über die Her- ausforderungen und Probleme hergestellt werden. Anschliessend erfolgt jeweils die Diskus- sion über den Handlungsbedarf und allfällige Lösungsansätze (unterste Zeile).

Vollzug des BGÖ in den Bundesbehörden

1. Voraussetzungsloser Zugang

Gesetzliches „Soll“	<ul style="list-style-type: none"> – Das Gesuch muss hinreichend genau formuliert sein (Art. 10 Abs. 3 BGÖ), aber kann formlos gestellt und muss nicht begründet werden (Art. 7 VBGÖ) – Nach Art. 6 Abs. 1 BGÖ hat jede Person das Recht auf Zugang zu einem amtlichen Dokument, weshalb grundsätzlich kein Anlass besteht, die Identität der gesuchstel- lenden Person zu überprüfen und die Identität der gesuchstellenden Person ohne ih- re Zustimmung nicht an eine angehörte Drittperson weitergegeben werden darf (FAQ 2013) – Keine Möglichkeit, ein Zugangsgesuch mit der Begründung abzulehnen, dass es erheblichen Aufwand verursacht, aber Flexibilität bei den Fristen möglich (Art. 10 VBGÖ) – Möglichkeit, Gebühren zu erheben, um der Belastung der Verwaltung Rechnung zu tragen <p>→ Leitgedanke: Zugang zu Dokumenten zweckfrei und neutral, d.h. unabhängig von Motiv und Person, sondern in Abhängigkeit dokumentenspezifischer Charakteristika (mit Ausnahmen); „access to one, access to all“ (Art. 2 VBGÖ)</p>
---------------------	---

Herausforderungen und Probleme in der Praxis („Ist“-Situation)	<ul style="list-style-type: none"> – Der Aufwand für die Verwaltung ist teilweise gross, z.B. durch „fishing expeditions“ – Umstand, dass Dritte häufig wissen wollen, wem sie ihre Personenda- ten zugänglich machen (Zuverläss- sigkeit, Leumund u.ä. persönliche Merkmale der gesuchstellenden Person für die Beurteilung der Zu- gangsgewährung?) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ergänzen: Sind die wichtigsten Herausfor- derungen und Probleme in dieser Liste er- fasst und treffen sie zu? 2. Gemeinsames Verständnis über die Her- ausforderungen und Probleme herstellen: <ol style="list-style-type: none"> a. Welche Überlegungen stehen bei der Beurteilung des Aufwands im Vorder- grund (Ressourcensituation, öffentli- ches Interesse, etc.)? b. Inwiefern stellt der Umstand, dass keine Informationen über die Ge- suchstellenden an Dritte weitergege- ben werden dürfen, für die Behörden ein Problem dar?
--	---	--

Diskussion	<p>3. Besteht Handlungsbedarf?</p> <p>a. Falls ja, kann den Herausforderungen und Problemen im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen begegnet werden? Falls ja, welche Lösungsansätze im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen gibt es?</p> <p>b. Falls ja, besteht Anpassungsbedarf der gesetzlichen Grundlagen? Falls ja, welche Anpassungen?</p>
<h2>2. Amtliche Dokumente</h2>	
Gesetzliches „Soll“	<ul style="list-style-type: none"> – Der Geltungsbereich „amtliche Dokumente“ ist in Art. 5 BGÖ festgelegt. Nicht zum Geltungsbereich gehören Dokumente, die durch eine Behörde kommerziell genutzt werden, nicht fertig gestellt oder zum persönlichen Gebrauch bestimmt sind (Art. 5 Abs.) – BGÖ gilt für bestimmte spezialgesetzlich geregelte Verfahren nicht (Art. 3 Abs. 1 BGÖ) – Ausnahmsweise kann der Zugang zu einem amtlichen Dokument eingeschränkt, aufgeschoben oder verweigert werden (Art. 7 und Art. 8 Abs. 1-4 BGÖ) <p>→ Leitgedanke: Wenn ein Dokument die gesetzlich festgelegten Kriterien erfüllt, ist es grundsätzlich als amtlich zu qualifizieren und damit zugänglich. Ausnahmeklauseln stellen sicher, dass überwiegenden öffentlichen oder privaten Interessen an der Geheimhaltung im konkreten Einzelfall Rechnung getragen werden kann. Dokumente, die bspw. zum persönlichen Gebrauch bestimmt sind, gelten nicht als amtliche Dokumente</p>
Herausforderungen und Probleme in der Praxis („Ist“-Situation)	<ul style="list-style-type: none"> – Als amtliche Dokumente gelten demnach ggf. auch zahlreiche Erzeugnisse „internen“ Charakters (z.B. in informeller Sprache verfasste Emails), sofern diese nicht ausschliesslich zum persönlichen Gebrauch bestimmt sind; das BGÖ kennt keine Kategorie „interner“ Dokumente, die generell nicht zugänglich wäre – Ein Entwurf eines Antrags an den Bundesrat gilt als amtliches Dokument, wenn er von einem Amt dem Departement übergeben wurde; wenn der Entwurf aber vom Departementschef unterzeichnet ist, gilt er nicht mehr als amtliches Dokument
Diskussion	<p>3. Besteht Handlungsbedarf?</p> <p>a. Falls ja, kann den Herausforderungen und Problemen im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen begegnet werden? Falls ja, welche Lösungsansätze im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen gibt es?</p> <p>b. Falls ja, besteht Anpassungsbedarf der gesetzlichen Grundlagen? Falls ja,</p>

welche Anpassungen?

3. Persönlicher Geltungsbereich des BGÖ (Art. 2 BGÖ)

- Gesetzliches „Soll“
- Das BGÖ gilt grundsätzlich auch für Aufsichtsbehörden (z.B. EFK, BAZL, ENSI, WEKO) und Behörden, deren Aufgabenerfüllung Diskretion und/oder Geheimhaltung bestimmter (militärischer, polizeilicher, nachrichtendienstlicher, diplomatischer) Informationen und Aktivitäten erfordert (z.B. NDB, EDA)
 - Die Ausnahmebestimmungen nach Art. 7 BGÖ (und die Ausnahme besonderer Fälle nach Art. 8 BGÖ) stellen sicher, dass die Arbeit der Behörden nicht beeinträchtigt wird
 - Aus historischen Gründen wurden einzelne Behörden (SNB, FINMA) integral vom BGÖ ausgenommen
- **Leitgedanke:** Öffentlichkeitsprinzip für die ganze Verwaltung unabhängig von den konkreten Aufgaben, die diese Behörde erledigt (allerding Abweichung von diesem Prinzip durch integrale Ausnahme von SNB und FINMA); Ausnahmen beziehen sich lediglich auf Dokumente, an denen ein entsprechendes Geheimhaltungsinteresse gemäss Art. 7 und 8 BGÖ besteht

Herausforderungen und Probleme in der Praxis („Ist“-Situation)

- Das BGÖ ist mit den Aufgaben von Aufsichtsbehörden nicht kompatibel (z.B. EFK, BAZL, ENSI, WEKO); das Vertrauensverhältnis mit den Beaufsichtigten leidet, Informationen werden nicht mehr aus eigenem Antrieb an die Behörde weitergegeben
- Das BGÖ ist mit der notwendigen Diskretion der Aufgabenerfüllung von Behörden oder der Geheimhaltung bestimmter (militärischer, polizeilicher oder nachrichtendienstlicher) Informationen und Aktivitäten nicht kompatibel (z.B. NDB, EDA)

1. Ergänzen: Sind die wichtigsten Herausforderungen und Probleme in dieser Liste erfasst und treffen sie zu?
2. Gemeinsames Verständnis über die Herausforderungen und Probleme herstellen:
 - a. Ist der weite Geltungsbereich des BGÖ mit einzelnen wenigen Ausnahmen gerechtfertigt?

Diskussion

3. Besteht Handlungsbedarf?
 - a. Falls ja, kann den Herausforderungen und Problemen im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen begegnet werden? Falls ja, welche Lösungsansätze im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen gibt es?
 - b. Falls ja, besteht Anpassungsbedarf der gesetzlichen Grundlagen? Falls ja, welche Anpassungen?

4. Ausnahmen (Art. 7 BGÖ)

Gesetzliches „Soll“	<ul style="list-style-type: none"> – Ausnahmebestimmungen (Art. 7 BGÖ) müssen restriktiv ausgelegt werden: Beeinträchtigung muss von einer gewissen Erheblichkeit sein und mit hoher Wahrscheinlichkeit eintreffen (Cottier et al. 2008 zu Art. 7 BGÖ sowie Praxis) <p>→ Leitgedanke: Im Zweifelsfall für den Zugang , „open government“</p>
Herausforderungen und Probleme in der Praxis („Ist“-Situation)	<ul style="list-style-type: none"> – Unsicherheit z.B. bezüglich Geschäfts- und Fabrikationsgeheimnissen – Unsicherheit im Umgang mit klassifizierten Akten – Schutz der Privatsphäre von Verwaltungsangestellten – Im Zweifelsfall wird gegen den Zugang entschieden? <ol style="list-style-type: none"> 1. Ergänzen: Sind die wichtigsten Herausforderungen und Probleme in dieser Liste erfasst und treffen sie zu? 2. Gemeinsames Verständnis über die Herausforderungen und Probleme herstellen: <ol style="list-style-type: none"> a. Differenzen zwischen Geschäftsleitung/Fachbereichen und ÖffentlichkeitsberaterInnen bei der Beurteilung? → Position der ÖffentlichkeitsberaterIn in der Hierarchie entscheidend? b. Frage der Zeit und noch fehlenden Vertrautheit mit dem Öffentlichkeitsprinzip bzw. Art. 7 BGÖ? Problem der noch grösstenteils fehlenden Rechtsprechung?
Diskussion	<ol style="list-style-type: none"> 3. Besteht Handlungsbedarf? <ol style="list-style-type: none"> a. Falls ja, kann den Herausforderungen und Problemen im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen begegnet werden? Falls ja, welche Lösungsansätze im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen gibt es? b. Falls ja, besteht Anpassungsbedarf der gesetzlichen Grundlagen? Falls ja, welche Anpassungen?

5. Gesuchsabwicklung

Gesetzliches „Soll“	<ul style="list-style-type: none"> – Die Behörde muss den Gesuchstellenden über die verfügbaren amtlichen Dokumente Auskunft geben und die Gesuchstellenden dabei unterstützen, die gewünschten Dokumente zu identifizieren und das Gesuch genauer zu formulieren (Art. 3 VBGÖ) – Grundsatz von Treu und Glauben (Aber: Ungleichgewicht bezüglich des Wissens um die vorhandenen amtlichen Dokumente; Rechtsmissbrauchsverbot seitens der Gesuchstellenden) – Solange noch kein öffentlich zugängliches Dokumentenregister (z.B. i.S.d SPO) besteht, muss es genügen, wenn die gesuchstellende Person den betreffenden Sachbereich und/oder die Zeitspanne mitteilt; wenn dies nicht genügt, um ein bestimmtes Dokument tatsächlich identifizieren zu können, muss die zuständige Behörde eine Liste der vorhandenen Dokumente erstellen (vgl. FAQ 2013) – Behörden müssen mit genügend Ressourcen ausgestattet werden, damit das Öffentlichkeitsprinzip in der Verwaltung umgesetzt werden kann (Häner 2008 zu Art. 10 BGÖ) – Möglichkeit längerer Bearbeitungsfristen bei aufwändigen und komplexen Gesuchen (Art. 10 und 12 BGÖ) – Besondere Bedürfnisse der Medien berücksichtigen (Art. 9 VBGÖ) <p>→ Leitgedanke: Gesuche auf das Allernotwendigste beschränken, Verfahrensdauer auf ein Minimum begrenzen</p>
---------------------	--

Herausforderungen und Probleme in der Praxis („Ist“-Situation)	<ul style="list-style-type: none"> – Ressourcensituation auf Seiten der Behörden (Fristen?) – Verwaltungspraxis bei der Bemessung von Gebühren; Spielräume (Möglichkeit, auf die Gebührenerhebung zu verzichten (Art. 14 und 15 VBGÖ); Möglichkeit, Gebühren zu erheben bei erheblichem Aufwand oder Gesuchen mit querulatorischem Charakter (Erläuterungen VBGÖ) – Umsetzung des BGÖ verursacht grossen Aufwand in der Verwaltung, der nicht vollständig verrechnet werden kann 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ergänzen: Sind die wichtigsten Herausforderungen und Probleme in dieser Liste erfasst und treffen sie zu? 2. Gemeinsames Verständnis über die Herausforderungen und Probleme herstellen: <ol style="list-style-type: none"> a. Sind die Fristen für die Behandlung von Gesuchen/die Anhörung von betroffenen Dritten zu knapp? b. GesuchstellerInnen: Zurückhaltung der Verwaltung, bei der Identifikation des richtigen Dokuments behilflich zu sein; Fristen werden stets ausgereizt; Gebühren mit prohibitiver Wirkung bzw. nicht nachvollziehbare Gebühren; Berücksichtigung der besonderen Bedürfnisse der Medien? Fehlender Wille seitens der Behörden?
Diskussion		<ol style="list-style-type: none"> 3. Besteht Handlungsbedarf? <ol style="list-style-type: none"> a. Falls ja, kann den Herausforderungen und Problemen im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen begegnet werden? Falls ja, welche Lösungsansätze im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen gibt es? b. Falls ja, besteht Anpassungsbedarf der gesetzlichen Grundlagen? Falls ja, welche Anpassungen?

6. Koordination von Zugangsgesuchen zwischen verschiedenen Departementen (Art. 11 VBGÖ) (nur Öffentlichkeitsberaterinnen und -berater)

Gesetzliches „Soll“	<ul style="list-style-type: none"> – Wurde ein Dokument durch mehrere Behörden gemeinsam erarbeitet oder bezieht sich das Gesuch auf mehrere Dokumente, die das gleiche Geschäft betreffen und durch verschiedene Behörden erstellt oder empfangen wurde, wird die Stellungnahme durch die federführende Behörde abgegeben; der Zugang kann gewährt werden, auch wenn die anderen beteiligten Behörden dies ablehnen (Art. 11 Abs. 1 und 2 VBGÖ) – Ist die Federführung nicht einer einzigen Behörde zugewiesen, einigen sich die Behörden auf eine zuständige Behörde, die Einvernehmen mit den übrigen Behörden herstellen muss. Gelingt dies nicht, entscheidet jede Behörde selbst (Art. 11 Abs. 3 VBGÖ) <p>→ Leitgedanke: Gesuchsbearbeitung durch eine Behörde für ein effizientes Verfahren und die Gewährleistung der „Einheit der Verwaltung“</p>
---------------------	---

Herausforderungen und Probleme in der Praxis („Ist“-Situation)	<ul style="list-style-type: none"> – Die Koordination findet i.d.R. primär via BK und den Kommunikationsverantwortlichen der Departemente statt; der Einbezug der ÖffentlichkeitsberaterInnen ist nicht in jedem Departement gleichermassen sichergestellt – Es werden ggf. verschiedene juristische Gutachten verfasst (extern; vom BJ), die sich zum Teil widersprechen; zudem fällen die Departemente ihre Entscheide auch unabhängig von diesen Gutachten → Schlussendlich entscheidet jedes Departement selbst und dies teilweise unterschiedlich 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ergänzen: Sind die wichtigsten Herausforderungen und Probleme in dieser Liste erfasst und treffen sie zu? 2. Gemeinsames Verständnis über die Herausforderungen und Probleme herstellen: <ol style="list-style-type: none"> a. Effizienz dieses Vorgehens? b. Glaubwürdigkeit der Bundesverwaltung? c. „Keine Gleichheit im Unrecht“?
Diskussion	<ol style="list-style-type: none"> 3. Besteht Handlungsbedarf? <ol style="list-style-type: none"> a. Falls ja, kann den Herausforderungen und Problemen im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen begegnet werden? Falls ja, welche Lösungsansätze im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen gibt es? b. Falls ja, besteht Anpassungsbedarf der gesetzlichen Grundlagen? Falls ja, welche Anpassungen? 	

Schlichtungsverfahren

7. Schlichtungsverfahren (Art. 13 und 14 BGÖ) (nur EDÖB)

Gesetzliches „Soll“	<ul style="list-style-type: none"> – Der/die Beauftragte kann nicht von Amtes wegen tätig werden; das Schlichtungsverfahren muss schriftlich beantragt werden – Der/die Beauftragte kann Vorschläge unterbreiten und, falls keine Schlichtung zustande kommt, Empfehlungen erlassen; diese sind jedoch unverbindlich und haben keine unmittelbare Rechtswirkung – Die Behörden unterliegen einer Pflicht zur Mitwirkung (Art. 12b VBGÖ), das Schlichtungsverfahren ist aber per se in einem hohen Masse von der Kooperations- und Kompromissbereitschaft der Beteiligten abhängig; keine Möglichkeit der Sanktionierung unkooperativer Behörden <p>→ Leitgedanke: Vermeidung von Justizverfahren, Verbesserung der Beziehungen zwischen Verwaltung und BürgerInnen, praxisbildende Wirkung durch die Veröffentlichung der Empfehlung</p>
---------------------	--

Herausforderungen und Probleme in der Praxis („Ist“-Situation)	<ul style="list-style-type: none"> – Stellenwert der Empfehlung des EDÖB für den Entscheid über den Zugang der Behörde tief? – mangelnde praxisbildende Wirkung der Empfehlungen? – Schlichtungsverfahren verursachen Aufwand für die Behörden 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ergänzen: Sind die wichtigsten Herausforderungen und Probleme in dieser Liste erfasst und treffen sie zu? 2. Gemeinsames Verständnis über die Herausforderungen und Probleme herstellen
Diskussion	<ol style="list-style-type: none"> 3. Besteht Handlungsbedarf? <ol style="list-style-type: none"> a. Falls ja, kann den Herausforderungen und Problemen im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen begegnet werden? Falls ja, welche Lösungsansätze im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen gibt es? b. Falls ja, besteht Anpassungsbedarf der gesetzlichen Grundlagen? Falls ja, welche Anpassungen? 	
8. Zweck und Fristen des Schlichtungsverfahrens (Art. 13 und 14 BGÖ) (nur EDÖB)		
Gesetzliches „Soll“	<ul style="list-style-type: none"> – Möglichkeit einer gütlichen, einvernehmlichen Erledigung der Zugangsgesuche; Schlichtungsverfahren als niederschwelliges, effizientes Instrument – Schlichtungsverfahren muss zwingend vor dem ordentlichen Rechtsverfahren durchlaufen werden <p>→ Leitgedanke: Vermeidung von Justizverfahren, Verbesserung der Beziehungen zwischen Verwaltung und BürgerInnen</p>	
Herausforderungen und Probleme in der Praxis („Ist“-Situation)	<ul style="list-style-type: none"> – Fristen können nicht eingehalten werden 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ergänzen: Sind die wichtigsten Herausforderungen und Probleme in dieser Liste erfasst und treffen sie zu? 2. Gemeinsames Verständnis über die Herausforderungen und Probleme herstellen: <ol style="list-style-type: none"> a. Kann mit dem schriftlichen Verfahren überhaupt eine Einigung erzielt werden? b. In welchen Fällen setzt der EDÖB eine mündliche Verhandlung an? c. Schlichtungsverfahren als „Flaschenhals“ beim Vollzug des BGÖ? d. Was sind ohne Berücksichtigung der Ressourcensituation realistische Fristen für das Schlichtungsverfahren? e. Wie viele zusätzliche Ressourcen wären notwendig, um die (realistischen) Fristen tatsächlich einhalten zu können? f. Wie könnte die Effizienz des Verfahrens gesteigert werden?

	<p>g. Schlichtungsverfahren als „Pflichtübung“ → Relativ wenig Rechtsprechung zum BGÖ: Muss das Schlichtungsverfahren zwingend durchgeführt werden bzw. gibt es allenfalls Fälle, in denen es besser wäre, wenn direkt ein Gerichtsverfahren eingeleitet würde bzw. werden könnte?</p>
<p>Diskussion</p>	<p>3. Besteht Handlungsbedarf?</p> <p>a. Falls ja, kann den Herausforderungen und Problemen im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen begegnet werden? Falls ja, welche Lösungsansätze im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen gibt es?</p> <p>b. Falls ja, besteht Anpassungsbedarf der gesetzlichen Grundlagen? Falls ja, welche Anpassungen?</p>
<p>9. Schlichtungsverfahren (Art. 13 und 14 BGÖ) (nur Öffentlichkeitberaterinnen und -berater)</p>	
<p>Gesetzliches „Soll“</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Der/die Beauftragte kann nicht von Amtes wegen tätig werden; das Schlichtungsverfahren muss schriftlich beantragt werden – Der/die Beauftragte kann Vorschläge unterbreiten und, falls keine Schlichtung zustande kommt, Empfehlungen erlassen; diese sind jedoch unverbindlich und haben keine unmittelbare Rechtswirkung – Die Behörden unterliegen einer Pflicht zur Mitwirkung (Art. 12b VBGÖ), das Schlichtungsverfahren ist aber per se in einem hohen Masse von der Kooperations- und Kompromissbereitschaft der Beteiligten abhängig; keine Möglichkeit der Sanktionierung unkooperativer Behörden <p>→ Leitgedanke: Vermeidung von Justizverfahren, Verbesserung der Beziehungen zwischen Verwaltung und BürgerInnen, praxisbildende Wirkung durch die Veröffentlichung der Empfehlung</p>
<p>Herausforderungen und Probleme in der Praxis („Ist“-Situation)</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Stellenwert der Empfehlung des EDÖB für den Entscheid über den Zugang der Behörde tief? – mangelnde praxisbildende Wirkung der Empfehlungen? – Schlichtungsverfahren verursachen Aufwand für die Behörden <p>4. Ergänzen: Sind die wichtigsten Herausforderungen und Probleme in dieser Liste erfasst und treffen sie zu?</p> <p>5. Gemeinsames Verständnis über die Herausforderungen und Probleme herstellen</p>
<p>Diskussion</p>	<p>6. Besteht Handlungsbedarf?</p> <p>a. Falls ja, kann den Herausforderungen und Problemen im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen begegnet werden? Falls ja, welche Lösungsansätze im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen gibt es?</p>

- b. Falls ja, besteht Anpassungsbedarf der gesetzlichen Grundlagen? Falls ja, welche Anpassungen?

Ziele und Wirkungen

10. Vertrauen in die Verwaltung – Befriedigung von Partikularinteressen

Gesetzliches	<ul style="list-style-type: none"> – BGÖ als Voraussetzung für die demokratische Mitwirkung und Kontrolle (Verwendung von Steuergeldern, Aufdecken von Missständen, Verhindern von Korruption) <p>→ Leitgedanke: Stärkung des Vertrauens der BürgerInnen in die Verwaltung</p>
Herausforderungen und Probleme in der Praxis („Ist“-Situation)	<ul style="list-style-type: none"> – Befriedigung von Partikularinteressen: Einsicht in Informationen über wirtschaftliche Konkurrenten; Beweismittel in Rechtsverfahren <ol style="list-style-type: none"> 1. Ergänzen: Sind die wichtigsten Herausforderungen und Probleme in dieser Liste erfasst und treffen sie zu? 2. Gemeinsames Verständnis über die Herausforderungen und Probleme herstellen: <ol style="list-style-type: none"> a. Funktioniert die Kontrolle der Verwaltung durch die BürgerInnen/Medien via BGÖ? b. Häufigkeit und Relevanz von Partikularinteressen? c. Zeitfrage?
Diskussion	<ol style="list-style-type: none"> 3. Besteht Handlungsbedarf? <ol style="list-style-type: none"> a. Falls ja, kann den Herausforderungen und Problemen im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen begegnet werden? Falls ja, welche Lösungsansätze im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen gibt es? b. Falls ja, besteht Anpassungsbedarf der gesetzlichen Grundlagen? Falls ja, welche Anpassungen?

11. Instrument einer aktiven Informationspolitik – Informationsverlust

Gesetzliches „Soll“	<ul style="list-style-type: none"> – Verstärkte aktive Informationspolitik durch die Verwaltung – Erleichterung der Koordination zwischen den Bundesbehörden – Verbesserung des Informationsmanagements <p>→ Leitgedanke: Beitrag zu einer bürgernahen, dienstleistungs- und effizienzorientierten Verwaltung</p>
---------------------	---

Herausforderungen und Probleme in der Praxis („Ist“-Situation)	<ul style="list-style-type: none"> – Informationsverlust durch Ausweichstrategien (z.B. Selbstzensur beim Verfassen amtlicher Dokumente, Ausweichen auf private Email-Accounts) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ergänzen: Sind die wichtigsten Herausforderungen und Probleme in dieser Liste erfasst und treffen sie zu? 2. Gemeinsames Verständnis über die Herausforderungen und Probleme herstellen: <ol style="list-style-type: none"> a. Wird verstärkt aktiv informiert? b. Erleichtert das BGÖ die Koordination zwischen den Bundesbehörden? c. Wurde durch das BGÖ das Informationsmanagement verbessert? d. Häufigkeit und Relevanz der Ausweichstrategien? e. Frage des noch nicht vollzogenen Paradigmenwechsels?
Diskussion	<ol style="list-style-type: none"> 3. Besteht Handlungsbedarf? <ol style="list-style-type: none"> a. Falls ja, kann den Herausforderungen und Problemen im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen begegnet werden? Falls ja, welche Lösungsansätze im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen gibt es? b. Falls ja, besteht Anpassungsbedarf der gesetzlichen Grundlagen? Falls ja, welche Anpassungen? 	

Anhang 5: Gesprächsleitfaden MedienexpertInnen

Hintergrundinformationen

1. Verfügen Sie selbst oder Personen in Ihrem näheren Umfeld über Erfahrungen mit dem BGÖ? Falls ja, inwiefern (z.B. gesuchstellende Person, Unterstützung einer gesuchstellenden Person, Bearbeitung eines BGÖ-Gesuchs in der Verwaltung, Lehre und Forschung)?

„Besondere Bedürfnisse der Medien“ in den gesetzlichen Grundlagen (BGÖ, VBGÖ)

2. Die „besonderen Bedürfnisse der Medien“ werden vom Gesetzgeber in Art. 9 VBGÖ aufgenommen. Dabei geht es darum, dass die Behörden bei der Bearbeitung der Gesuche die zeitliche Dringlichkeit der Berichterstattung berücksichtigen sollen.
 - a. Ist diese Bestimmung ausreichend, um den besonderen Bedürfnissen der Medien Rechnung zu tragen? Bzw. welche weiteren besonderen Bedürfnisse der Medien bestehen, denen in den gesetzlichen Grundlagen ggf. Rechnung getragen werden sollte?
3. Die reguläre Bearbeitungsfrist beträgt 20 Tage (Art. 12 BGÖ). Bei aufwändigen und komplexen Gesuchen oder Dokumenten, die Personendaten enthalten, sind jedoch längere Bearbeitungsfristen möglich (Art. 10 Abs. 4 Bst. c und Art. 12 BGÖ).
 - a. Wie beurteilen Sie die aktuelle Regelung der Fristen? Wird damit der zeitlichen Dringlichkeit der Berichterstattung in der Praxis durch die Behörden ausreichend Rechnung getragen?
 - b. Welche Auswirkungen hätte eine Verlängerung der Fristen aus Sicht der Medien?

Vollzug der gesetzlichen Grundlagen (BGÖ, VBGÖ)

4. Gesuchstellung
 - a. Gesuch kann formlos gestellt werden
 - Wie relevant ist dies für den Zugang zu amtlichen Dokumenten? Weshalb?
 - Hätte es auf den Zugang zu amtlichen Dokumenten für die Medien Auswirkungen, wenn die Gesuchstellung in Zukunft mittels eines standardisierten Formulars erfolgen würde, das zwingend ausgefüllt werden muss? Falls ja, welche?
 - b. Gesuch muss nicht begründet werden
 - Wie relevant ist dies für den Zugang zu amtlichen Dokumenten? Weshalb?

- Hätte es auf den Zugang zu amtlichen Dokumenten für die Medien Auswirkungen, wenn in Zukunft begründet werden müsste, weshalb Zugang zu einer bestimmten Information gewünscht wird? Falls ja, welche?
 - c. Gesuch kann anonym gestellt werden
 - Wie relevant ist dies für den Zugang zu amtlichen Dokumenten? Weshalb?
 - Hätte es auf den Zugang zu amtlichen Dokumenten für die Medien Auswirkungen, wenn in Zukunft die Identität der gesuchstellenden offengelegt werden müsste? Falls ja, welche?
 - d. Informationen über die Identität der gesuchstellenden Person dürfen nicht an Dritte (z.B. deren Personendaten betroffen sind) weitergegeben werden
 - Wie relevant ist dies für den Zugang zu amtlichen Dokumenten? Weshalb?
 - Hätte es auf den Zugang zu amtlichen Dokumenten für die Medien Auswirkungen, wenn die Identität der gesuchstellenden Person in Zukunft an Dritte weitergegeben werden dürfte? Falls ja, welche?
 - e. Die Behörde muss die gesuchstellenden Personen dabei unterstützen, die gewünschten Dokumente zu identifizieren
 - Wie relevant ist dies für den Zugang zu amtlichen Dokumenten? Weshalb?
5. Gesuchsbearbeitung
- a. Ob ein Dokument grundsätzlich als amtlich zu qualifizieren und damit zugänglich ist, muss im Einzelfall geprüft werden
 - Wie relevant beurteilen Sie diesen Aspekt im Hinblick auf die Informationsbedürfnisse der Medien? Weshalb?
 - Wenn bestimmte Dokumente „internen“ Charakters (z.B. Emails) nicht mehr zugänglich wären, wäre dies aus Ihrer Sicht verhältnismässig? Wie würden Sie dies im Hinblick auf die Informationsbedürfnisse der Medien beurteilen?
 - b. Der erhebliche Aufwand, der einer Behörde durch ein Gesuch entstehen kann, kann nicht als Ablehnungsgrund herangezogen werden.
 - Wie relevant beurteilen Sie diesen Aspekt im Hinblick auf die Informationsbedürfnisse der Medien? Weshalb?
 - Die Verwaltung beklagt einen teilweise erheblichen Aufwand durch Zugangsgesuche von Medien: Wie beurteilen Sie die Situation? Sehen Sie Lösungsansätze?
 - Welche Auswirkungen hätte es im Hinblick auf die Informationsbedürfnisse der Medien, wenn der Aufwand als Ablehnungsgrund zulässig wäre?
 - c. Es ist vorgesehen, dass die Behörden in der Regel für die Gesuchsbearbeitung Gebühren erheben.:
 - Wie relevant beurteilen Sie diesen Aspekt im Hinblick auf die Informationsbedürfnisse der Medien? Weshalb?

- Die Empfehlungen der Generalsekretärenkonferenz sehen vor, dass die Gebühren bei Zugangsgesuchen von Medienschaffenden um mindestens 50% reduziert werden kann: Wie relevant beurteilen Sie diesen Aspekt im Hinblick auf die Informationsbedürfnisse der Medien? Weshalb?
- Die Empfehlungen der Generalsekretärenkonferenz sehen zudem vor, dass auf die Gebührenerhebung ganz oder teilweise verzichtet werden kann, wenn am Zugang zum amtlichen Dokument ein überwiegendes öffentliches Interesse besteht: Wie relevant beurteilen Sie diesen Aspekt im Hinblick auf die Informationsbedürfnisse der Medien? Weshalb?

6. Geltungsbereich

- a. Der Gesetzgeber hat sich bei der Erarbeitung des BGÖ für ein System von Ausnahmen entschieden, das auf einer Abwägung der im konkreten Fall vorliegenden Interessen beruht (Art. 7 und 8 BGÖ) und nicht für ein System mit Ausnahmen vom Geltungsbereich des BGÖ (in Abweichung dieses Prinzips sind allerdings die Behörden SNB und FINMA integral vom BGÖ ausgenommen).
 - Wie relevant beurteilen Sie diesen Aspekt im Hinblick auf die Informationsbedürfnisse der Medien? Weshalb?
 - Hätte es Auswirkungen im Hinblick auf die Informationsbedürfnisse der Medien, wenn weitere Behörden mit bestimmten Aufgaben (z.B. Aufsichtsbehörden, Nachrichtendienst) vom Geltungsbereich des BGÖ ausgenommen würden? Falls ja, welche?
- b.
- c. Amtliche Dokumente, die Personendaten enthalten, sind nach Möglichkeit vor der Einsichtnahme zu anonymisieren
 - Wie relevant beurteilen Sie diesen Aspekt im Hinblick auf die Informationsbedürfnisse der Medien? Weshalb?
 - Nicht anonymisiert werden müssen Namen und Funktionsbezeichnungen von Verwaltungsangestellten, wenn und soweit das Dokument im Zusammenhang mit der Erfüllung öffentlicher Aufgaben steht. Welche Auswirkungen hätte es im Hinblick auf die Informationsbedürfnisse der Medien, wenn solche Angaben in Zukunft anonymisiert würden?

Schlichtungsverfahren

7. Das Schlichtungsverfahren ist unentgeltlich, die Empfehlung des EDÖB ist unverbindlich und das Verfahren muss zwingend durchlaufen werden, bevor ein ordentliches Rechtsverfahren angestrebt werden kann:
 - Inwiefern entspricht das Schlichtungsverfahren insgesamt den Bedürfnissen der Medien?

- Inwiefern ist es aus Ihrer Sicht zweckmässig, dass das Schlichtungsverfahren zwingend durchlaufen werden muss, bevor ein ordentliches Rechtsverfahren angestrebt werden kann?

Wirkungen

8. Welche (positiven/negativen) Auswirkungen hat das BGÖ auf die Arbeit der Medienschaffenden?
 - Haben Sie den Eindruck, dass sich die Möglichkeiten für Medien, sich Zugang zu Informationen aus der Verwaltung zu verschaffen, durch das BGÖ verbessert haben? Inwiefern? Haben sie sich allenfalls sogar verschlechtert?
9. Welche (positiven/negativen) gesamtgesellschaftlichen Auswirkungen hat das BGÖ aus Ihrer Sicht? (Stichworte: Mitwirkung und Kontrolle, Stärkung des Vertrauens in die Verwaltung)
10. Stellen Sie (positive/negative) Auswirkungen des BGÖ auf die Verwaltungstätigkeit fest? Welche? (Stichworte: verstärkte aktive Informationspolitik, Informationsverlust)
 - Beobachten Sie in der Verwaltung eine Kultur der Öffnung und Transparenz? Inwiefern?

Fazit

11. Inwiefern trägt das BGÖ den Informationsbedürfnissen der Medien Rechnung?
 - a. Welche Elemente des BGÖ stehen allenfalls einer intensiveren Nutzung des Instruments durch die Medien entgegen?
 - b. Welche Rahmenbedingungen verhindern allenfalls eine intensivere Nutzung des Instruments durch die Medien? (Stichworte z.B. geringe Bekanntheit des BGÖ bei den Medienschaffenden, Zugang zu interessanten Dokumenten auf anderem Weg z.B. via Indiskretionen)
 - c. Inwiefern haben sich die Informationsbedürfnisse der Medien ggf. seit Inkrafttreten des BGÖ verändert? Welche Entwicklungen sind absehbar?
12. Wird den besonderen Bedürfnissen in der Praxis Ihres Erachtens ausreichend Rechnung getragen?
13. Welche Bedeutung hat das BGÖ grundsätzlich für die Medienschaffenden?
14. Welche Anpassungen am BGÖ/am Vollzug des BGÖ wären aus Sicht der Medien zu begrüssen, um den besonderen Bedürfnissen der Medien Rechnung zu tragen?

Anhang 6: Gesprächsleitfaden NichtnutzerInnen

1. Ist das Instrument des BGÖ in Ihrer Organisation bekannt?
 - a. Falls ja:
 - i. Wurde es bereits angewendet, um Zugang zu amtlichen Dokumenten der Bundesverwaltung zu erlangen?
 1. Falls ja:
 - Wie häufig?
 - Welche Ämter/Dokumente waren davon betroffen?
 - Wie verlief das Verfahren/wie verliefen die Verfahren?
 - Was war das Ergebnis des Verfahrens/der Verfahren?
 2. Falls nein: Weshalb nicht?
 - ii. Entspricht das BGÖ den Informationsbedürfnissen Ihrer Organisation?
 1. Falls ja, inwiefern bzw. in welchen Punkten?
 2. Falls nein, weshalb nicht bzw. bezüglich welcher Aspekte nicht?
 - iii. Gab es schon Situationen, in denen es für Sie von Interesse gewesen wäre, Zugang zu bisher nicht aktiv veröffentlichten amtlichen Dokumenten in einem bestimmten Bereich zu erhalten?
 1. Falls ja, warum haben Sie darauf verzichtet, ein Gesuch um Zugang zu diesen Dokumenten zu stellen?
 - iv. Wie beurteilen Sie das BGÖ (Stärken/Schwächen, positive/negative Wirkungen)?
 - b. Falls nein: Mit dem BGÖ kann jede Person Zugang erhalten zu amtlichen Dokumenten der Bundesverwaltung, sofern kein durch das Gesetz definiertes Interesse an der Geheimhaltung des Dokuments besteht. Das Zugangsgesuch kann formlos eingereicht werden und muss nicht begründet werden.
 - i. Besteht in Ihrer Organisation grundsätzlich ein Bedürfnis für einen solchen Zugang zu amtlichen Dokumenten?
 1. Falls ja, zu Dokumenten in welchem Bereich?
 - ii. Wie müsste ein solcher Zugang ausgestaltet sein, damit er den Bedürfnissen Ihrer Organisation Rechnung trägt?

Anhang 7: Befragung BJ (Note de service; le 16 janvier 2014)

Pour déterminer les problèmes et les effets constatés par l'administration fédérale par rapport à l'application de la loi sur la transparence (LTrans; RS 152.3), l'OFJ a procédé à une enquête à la fin du mois d'août 2013. Les résultats sont les suivants.

Huit autorités fédérales ont indiqué qu'elles n'ont reçu aucune demande d'accès depuis l'entrée en vigueur de la LTrans (Institut suisse de droit comparé, Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, Autorité fédérale de surveillance en matière de révision, MétéoSuisse, Office fédéral de la culture, Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle, Etablissements de recherche du domaine des EPF, Publica).

27 autorités fédérales ont fait savoir qu'elles ne rencontraient pas de problèmes particuliers (SG-DFJP, SG-DFP, SG-DEFR, DFAE, Organe d'exécution du service civil, Office fédéral du logement, Surveillance des prix, Office fédéral du personnel, Archives fédérales, Commission fédérale de la communication, Office vétérinaire fédéral, Régie fédérale des alcools, Musée national suisse, Centrale de compensation CdC, Office fédéral des routes, Tribunal administratif fédéral, Fonds national suisse, Office fédéral des migrations, Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision, Office fédéral des communications, Tribunal pénal fédéral, Office fédéral de la justice, METAS, Ministère public de la Confédération, Commission arbitrale fédérale pour la gestion de droits d'auteur et de droits voisins, Unité de pilotage informatique de la Confédération, Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales).

24 autorités ont signalé des problèmes de mise en œuvre et/ou certains effets pervers de la LTrans (SG-DDPS, SG-DFI, Commission fédérale des maisons de jeu, Centre de services informatiques-DFJP, Contrôle fédéral des finances, Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication, Office fédéral de l'énergie, Inspection fédérale de la sécurité nucléaire, fedpol, EPFL, Etat-major du Conseil des EPF, Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation, Office fédéral de l'agriculture, Administration fédérale des contributions, Direction générale des douanes, Office fédéral des transports, Commission de la Concurrence, PFPDT, Seco, Office fédéral de la santé, Administration fédérale des finances, OFCL, Swissmedic, Institut fédéral de la propriété intellectuelle).

Les résultats de cette enquête montrent que l'évaluation devra examiner en particulier les problèmes et les effets suivants.

a. Champ d'application de la LTrans à raison de la personne

L'évaluation devra examiner l'adéquation du champ d'application de la LTrans à raison de la personne (art. 2 LTrans). Il s'agira également de déterminer si les tâches légales de certaines unités administratives telles que celles du Service de renseignement de la Confédération et du Contrôle des finances sont compatibles avec le principe de transparence.

b. Articulation entre la LTrans et d'autres législations fédérales

L'évaluation devra déterminer si l'articulation entre la LTrans et d'autres législations fédérales est garantie, notamment lorsque ces législations prévoient des normes spéciales en matière de secret ou de publicité. Cette question se pose en particulier pour la loi du 19 juin 1992 sur la protection des données (LPD; RS 235.1), la loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI; RS 120), la loi sur l'archivage du 26 juin 1998 (LAr; RS 152.1) et la loi sur le parlement du 13 décembre 2002 (LParl; RS 171.10).

c. Application du principe de transparence à certains documents officiels

L'évaluation devra examiner l'adéquation de la notion de "document officiel", il s'agira notamment de déterminer s'il est opportun de soumettre certains documents officiels au principe de transparence, tels que les échanges de mails internes, les documents transmis par des tiers dans le cadre d'une procédure, les projets de proposition au Conseil fédéral transmis par un office à son département, les annonces d'accident des entreprises de transport à l'autorité de surveillance et les contrats conclus par la Confédération lorsque la partie contractante exige une clause de confidentialité. Cette question devra être examinée en relation avec l'évaluation de l'adéquation du système d'exceptions prévu par la LTrans (voir ci-dessous let. e).

d. Forme et traitement des demandes d'accès

L'évaluation devra déterminer si la solution retenue par le législateur de ne soumettre la demande d'accès à aucune exigence formelle est adéquate. La question est de savoir quels sont les problèmes posés par cette solution et s'il est, le cas échéant, opportun de prévoir des exigences supplémentaires concernant par exemple la forme écrite de la demande, une motivation et/ou une justification de l'identité du demandeur.

En outre, il y a lieu d'examiner la problématique des demandes d'accès adressées simultanément à plusieurs autorités et des demandes portant sur des données qui ont été transmises pour traitement à une autorité.

e. Système d'exceptions prévues par la LTrans

Un des éléments centraux de l'évaluation de la LTrans portera sur l'adéquation du système d'exceptions prévus par cette loi pour protéger d'une part certains intérêts publics et d'autre part les intérêts privés des tiers concernés et s'il est opportun de compléter la liste des exceptions prévues à l'art. 7 LTrans.

Il y a lieu d'examiner en particulier si la LTrans protège de manière adéquate les secrets d'affaires, de fabrication et professionnels contenus dans des contrats conclus entre les titulaires de ces secrets et la Confédération.

f. Réglementation de la procédure et droits des tiers-concernés

L'évaluation devra examiner si les règles de procédure fixées dans la LTrans et l'application par analogie de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA; RS 172.021) constituent une solution adéquate.

Il y a lieu également de déterminer si les règles de procédure régissant le droit d'être entendu des tiers-concernés lorsque la demande d'accès porte sur des documents contenant leurs données personnelles ou leurs secrets d'affaires sont suffisantes ou s'il est opportun que la LTrans garantisse également à ces personnes le droit de s'opposer en justice à la publication desdits documents.

g. Délais prévus par la LTrans

L'évaluation doit examiner si le système des délais prévus par la LTrans pour le traitement des demandes d'accès, pour entendre les tiers-concernés et pour la procédure de médiation est adéquat ou si une prolongation de ces délais est opportune.

h. Réglementation applicable en matière de perception des émoluments

L'évaluation doit déterminer si la réglementation applicable en matière d'émoluments est adéquate, notamment concernant le calcul de l'émolument pour les demandes d'accès complexes, les coûts qui peuvent ou non être facturés, les voies de droit du débiteur et la perception d'émoluments auprès des médias.

i. Ressources des autorités fédérales

Il y a lieu d'évaluer l'évolution des ressources mises à disposition des autorités pour traiter les demandes d'accès.

j. Effets pervers de la LTrans

Enfin, l'évaluation doit examiner les éventuels effets pervers de la LTrans, par exemple le risque que des personnes participant à l'élaboration d'un document ne s'autocensurent et ne privent ainsi le document d'une partie de son contenu informationnel, que la LTrans ne soit invoquée par certains milieux (par exemple les médias, les entreprises concurrentes et les avocats) pour d'autres buts que ceux visés par le législateur à l'art. 1 LTrans ou que des tiers soient plus réticents à communiquer volontairement certaines informations à une autorité rendant ainsi plus difficile l'accomplissement de ses tâches légal.

Anhang 8: Analyse Empfehlungen/Rechtsprechung

Art. 5 BGÖ

1	Bezeichnung	Datum	Gegenstand/Rechtsfragen	Gesuchsteller Beschwerdef.	Behörde(n) Gegner
2					
3					
4					
5					
6	Empfehlung EDÖB	05.05.2014	EMI-Daten von KKW	Privatperson	ENSI
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13	Empfehlung EDÖB	18.03.2014	Prüfbericht bzw. -protokoll BKW betr. KKW Mühleberg	Journalist	ENSI
14					
15					
16					
17					
18	Empfehlung EDÖB	05.02.2014	Datenbank ISIS des Nachrichtendienstes, Auskunft über erteilte Aufträge/ Beschaffungen	Journalist	NDB
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25			Aktuellste Daten zur ISIS-Datenbank		
26					
27					
28	Empfehlung EDÖB	04.02.2014	Liste aller Ärzt/innen der regionalen ärztl. Dienste RAD	Anwalt	BSV
29					
30					
31					
32					
33	Empfehlung EDÖB	05.12.2013	Einsicht in Dokumente zur Wahl der Leitungsgruppe des NFP 67	SRF	SNF
34					
35					
36					
37					
38					
39					
40	Empfehlung EDÖB	29.10.2013	Weisungen des BFM zur Kommunikation betr. Asylunterkunft Jaunpass und zur Akkreditierung Dritter	Journalist	BFM
41					
42					
43					
44					
45					

(Fortsetzung auf der folgenden Seite)

1 Standpunkt	Inhalt Empfehlung/ Entscheid	Einstufung Einsichtsanspruch		Begründung zusätzliche Bemerkungen
		gegeben	nicht gegeben	
2 Verwaltung				
3				
4				
5				
6 kein amtliches Dokument vorh.,	Verweis auf frühere Em-	vgl. Empfehlungen 18.3.13		Empfehlungen zug.
7 nicht durch einfachen elektr.	pfehlungen v. 18.3.13 und	und 28.2.14 (Tabelle Art. 7-9)		Gesuchsteller, aber
8 Vorgang erstellbar	28.02.2014; Empfehlung			offenbar keine Vfg verlar
9	zugunsten Einsicht			oder kein Weiterzug
10	dort ohne Art. 5 BGÖ			Hinweis, Vorgehen sei
11				"nicht zielführend"
12				
13 Prüfbericht liege ENSI nicht vor,	Bei Delegation an Dritte	X		Geduld des EDÖB mit
14 sei nicht Adressatin	muss ENSI Bericht haben			ENSI neigt sich dem Ende
15				zu.
16				
17				
18 kein Dokument vorhanden,	nicht nachvollziehbar,	X		Tatsachen- und nicht
19 nicht mittels einfachem elektr.	dass solche Informa-			Rechtsfragen im Vorder-
20 Vorgang erstellbar (Abs. 2)	tionen nicht vorliegen			grund
21	sollen, Departemente			klare und einleuchtende
22	müssen umfangreiche			Begründung des EDÖB
23	Angaben an BBL			
24	liefern			
25 (nicht auf Art. 5 bezogene	Export aus Datenbank	X		
26 Gründe)	möglich			
27				
28 führt "aktuell" keine solche Liste	Richtigkeit der Antwort			
29 kann keine durch einfachen	fraglich, Indizien für			
30 elektr. Vorgang erstellen	Gegenteil			
31	Aufsicht des BSV über RAD			
32				
33 keine amtliche Dokumente, da	SNF unterstützt NFP	X		öffentliche Aufgabe iSv
34 SNF seine Organe in einem rein	im Auftrag des Bundes			Art. 5 Abs. 1 lit. c klar geg.
35 privatrechtlichen Akt bestimmt	ausgelagerte Verwal-			
36	tungstätigkeit			
37	Wahl der Organe ist			
38	Teil der Aufgabe			
39				
40 kein Dokument vorhanden	BFM hat andere Doku-		X	hier zeigen sich faktische
41	mente eingereicht als			Grenzen des Verfahrens
42	die im Antrag bezeichneten			EDÖB beurteilt Angaben
43	EDÖB muss auf Angaben			BFM als plausibel
44	vertrauen			
45				

46	Bezeichnung	Datum	Gegenstand/Rechtsfragen	Gesuchsteller	Behörde(n)
47				Beschwerdef.	Gegner
48					
49	Empfehlung EDÖB	18.09.2013	Protokolle der und Dokumente für Sitzungen Direktion SECO 2. HJ 2011	Journalist	SECO
50					
51					
52					
53					
54					
55					
56					
57					
58	Empfehlung EDÖB	11.09.2013	Geschäftsberichte von Schweizer Post Internat. Betr. Kauf und Verkauf von ausländischen Gesellschaften	Journalist	GS-UVEK, überwiesen von PostReg
59					
60					
61					
62	Empfehlung EDÖB	03.09.2013	Liste der Mitarbeiter, die an zwei Fällen beteiligt waren	Privater	WEKO
63					
64					
65					
66					
67	Recommandation PFPDT	23.08.2013	Sprachregionale Zusammensetzung der Bundesangestellten mit Leitungsfunktion	?	EPA
68					
69					
70					
71	Recommandation PFPDT	22.08.2013	Zugang zu datenbankmässig aufgearbeiteten Daten der DBSt seit 1990	?	EStV
72					
73					
74					
75	Recommandation PFPDT	27.05.2013	Bericht des EFD betr. Inkompatibilität zw. OECD-Standards und CH-Doppelbest.abk.	Journalist	EFD
76					
77					
78					
79	Empfehlung EDÖB	18.03.2013	Daten der laufend erfassten (Radio-) Aktivität der Abluft des KKW Mühleberg	Privater	ENSI
80					
81					
82					
83					
84					
85					
86					
87	Empfehlung EDÖB	20.02.2013	Abrechnungen der paritätischen Berufskommissionen für 2010	Weltwoche	SECO
88					
89					
90					
91					
92	Entscheid BVGer	09.12.2013	Abrechnungen der paritätischen Berufskommissionen für 2010	parit. Berufskommissionen	SECO
93	A-2434/2013				Weltwoche
94					
95					
96					
97					
98	Entscheid BVGer	09.12.2013	Abrechnungen der paritätischen Berufskommissionen für 2010	Zentrale Parit. Kontrollstelle	SECO
99	A-2064/2013				Weltwoche
100					

(Fortsetzung auf der folgenden Seite)

46 Standpunkt	Inhalt Empfehlung/ Entscheidung	Einstufung Einsichtsanspruch		Begründung zusätzliche Bemerkungen
		gegeben	nicht gegeben	
47 Verwaltung				
48				
49 interne Dokumente für 50 persönlichen Gebrauch	anwendbar nur auf Hilfs- dokumente für ganz 51 (Art. 5 Abs. 3 lit. a) wenige Personen	X		für Protokolle ganz klar, für übrige Dokumente aufgrund Beschreibung sehr wahrscheinlich
52	Protokolle sind amtliche			
53	Dokumente, für übrige			
54	hat SECO keine genügende			
55	Begründung/Nachweis			
56	erbracht			
57				
58 keine Dokumente vorhanden, 59 nicht durch einfachen elektr. 60 Vorgang erstellbar	plausibel, dass Angaben bei GS-UVEK nicht vorhanden sind		X	ausschlaggebend ist eine Tatsachenbeurteilung, keine rechtliche
61				
62 wurde nur "pseudoanonymisiert" 63 zugestellt	betrifft öffentliche Aufgabe und war durch einfachen elektr. Vor- 64 gang erstellbar	X		wirklich strittig waren andere Fragen
65				
66				
67 kein Dokument, nicht durch einf. 68 elektr. Vorgang erstellbar	Nach Erörterung der Möglichkeiten bestätigt 69 EDÖB Auffassung des EPA		X	ausführliche Darstellung der Vorgänge, die für Auskunft nötig wären.
70				
71 kein Dokument, nicht durch einf. 72 elektr. Vorgang erstellbar	umfangreiche Arbeiten für Beantwortung nötig		X	nachvollziehbare Dar- legung des grossen Aufwands, ca. 2800 h
73				
74				
75 Dokument durch BR'in nicht 76 unterzeichnet, daher nicht 77 fertiggestellt	BR hat gemäss Mitteilung Kenntnis von Bericht genommen > fertig	X		Standpunkt EDÖB klar zutreffend
78				
79 nicht durch einfachen elektr. 80 Vorgang erstellbar	Löschung plausibel; für noch vorhandene 81 nach 30 Tagen gelöscht		X	ausschlaggebend ist eine Tatsachenbeurteilung, keine rechtliche
82	Daten mit Spezialsoft- ware für Behörde erstell- 83 bar (obiter dictum, da 84 nicht verlangte Periode 85 betreffend)			
86				
87 (nicht auf Art. 5 bezogene 88 Gründe)	mit Bezug auf die allgemeinverbindlich 89 erklärten GAV vorhanden 90 dienen dann einer öff. 91 Aufgabe	X		
92 Beschwerdeführer: Wir bewegen 93 uns auf Boden des Privatrechts	Dokumente aus priv. Quellen können Art. 5 94 unterstehen 95 Abrechnungen an SECO 96 dienen der Aufsicht und 97 damit einer öff. Aufgabe	X		SECO hat wegen Empfeh- lung zugunsten Gesuch- steller entschieden aufgrund von Botschaft und Kommentar Brunner, Mader (Art. 5 N 20) klar eine kleine Ausnahme gegenüber A-2434/2013
98 ein Vertrag 2010 noch nicht 99 allgemeinverbindlich, daher 100 keine Einreichung bei SECO	zutreffend, daher keine Herausgabepflicht		X	

Art. 7-9 BGÖ

1	Bezeichnung	Datum	Gegenstand/Rechtsfragen	Gesuchsteller Beschwerdef.	Behörde(n) Gegner
2					
3					
4					
5					
6	Empfehlung EDÖB	05.05.2014	EMI-Daten von KKW	Privatperson	ENSI
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13	Empfehlung EDÖB	02.05.2014	Liste der aus dem ordentlichen Budget bewilligten Projekte 2012 und 2013	Journalist	Komm. für Technologie und Innovatio n
14					
15					
16					
17					
18					
19	Recommandation PFPDT	17.04.2014	Zugang zu Dokumenten betr. die Zulassung eines Medikaments	Anwältin	BAGE
20					
21					
22					
23					
24					
25					
26	Empfehlung EDÖB	07.04.2014	Einzelberichte über die Tätigkeit des NDB 2009-2011	Journalist	GS-VBS
27					
28					
29					
30					
31					
32	Empfehlung EDÖB	03.04.2014	Zulassungsunterlagen von 2 Arzneimittel der Drittperson	Drittperson (Unternehmen)	Swissmedic Gesuchsteller (Untern.)
33					
34					
35					
36					
37					
38					
39					
40					
41	Empfehlung EDÖB	18.03.2014	Prüfbericht bzw. -protokoll BKW betr. KKW Mühleberg	Journalist	ENSI
42					
43					
44					
45					
46					
47	Empfehlung EDÖB	28.02.2014	EMI-Daten KKW Mühleberg Emissionsdaten KKW Leibstadt	Privatperson	ENSI
48					
49					
50					
51					
52					
53					
54					
55					
56					

(Fortsetzung auf der folgenden Seite)

1 Standpunkt	Inhalt Empfehlung/ Entscheid	Einstufung Einsichtsanspruch		Begründung zusätzliche Bemerkungen
		gegeben	nicht gegeben	
2 Verwaltung				
3				
4				
5				
6 Daten freiwillig übermittelt,	Verweis auf frühere Em-	X		Empfehlungen zug.
7 Geheimhaltung zugesichert	pfehlungen v. 18.3.13 und			Gesuchsteller, aber
8	28.02.2014			offenbar keine Vfg verlar
9	Einsichtgewährung in			oder kein Weiterzug
10	Daten 30 Tg. rückwirkend			Hinweis, Vorgehen sei
11	ab Gesuchseingang			"nicht zielführend"
12				
13 Geschäftsgeheimnisse	Verweis auf Empf. 29.1.14	X		überzeugende Begr.
14	bereits publiziert auf			wie betr. Empfehlung
15	Datenbank ARAMIS			29.01.2014
16	Unterschied zw. ordentlichem und			
17	ausserord. Programm nicht erkennbar			
18				
19 Geschäftsgeheimnisse, v.a. betr.	Zustimmung zu BAGE		X	plausibel, wirkliche
20 wissenschaftl. Informationen für				Überprüfung nicht mögl.
21 die Erzeugung des Medikaments				
22 Personendaten; Informationen	Zustimmung zu BAGE		X	plausibel, wirkliche
23 über Beteiligte an der Ent-				Überprüfung nicht mögl.
24 wicklung				
25				
26 Ausnahmen Art. 7 lit. a-d	Bericht an GPDel nicht öff.	X teilweise		Begründung EDÖB nur
27 1 Bericht im Auftrag GPDel	Bericht ISIS gem. früherer			beschränkt überprüfbar,
28	Empf. teilweise offenlegen			plausibel
29	pauschaler Verweis auf			
30	lit. a-d ungenügend, kein Nachweis			
31				
32 teilweise Einsichtgewährung;		X teilweise		Begründung EDÖB nur
33 Drittperson: keine Einsicht				beschränkt überprüfbar,
34 Zusicherung Vertraulichkeit	keine freiwillige Einreichung			plausibel
35 (sinngemäss) Geschäftsgeheimn.	Informationen sind zum Teil			bestätigt Swissmedic
36	schon öffentlich			vollumfänglich
37	übrige Infos Geheimnisse			
38 Personendaten	Anonymisierung von Mit-			
39	arbeitendendaten			
40				
41 enthält Geschäftsgeheimnisse	Geheimnisse im Prot.	X		
42	nicht substantiiert			
43	Bericht liegt EDÖB nicht			
44	vor (vgl. Tabelle zu Art. 5)			
45	keine Ausnahme nachgewiesen			
46				
47 freiwillige Übermittlung	Pflicht zur Erfassung und	X		Erwägung betr. Messung
48 z.T. Geschäftsgeheimnisse	Meldung, nicht freiwillig			durch Dritte fraglich;
49	Messdaten für Radioaktivität			haben keinen Zugang
50	keine Geschäftsgeheimnisse			zu Gelände und Bauten
51	Messung auch durch Dritte			im Übrigen und im
52	möglich			Ergebnis aber richtig
53	keine Konkurrenzsituation			
54	kein Schadenrisiko			
55	Informationsinteresse			
56	überwiegend			

57	Bezeichnung	Datum	Gegenstand/Rechtsfragen	Gesuchsteller Beschwerdef.	Behörde(n) Gegner
58					
59					
60	Entscheidung BVGer	27.02.2014	Bericht des EFD betr. Amtshilfe in	Journalist	EFD
61	A-4500/2013		Steuersachen und Doppelbesteuerungs-	Le Temps	
62			abkommen, Widersprüche		
63					
64					
65					
66					
67					
68					
69					
70					
71					
72					
73					
74					
75					
76					
77					
78	Empfehlung EDÖB	27.02.2014	Register der Interessenbindungen der	Journalist	EPFL
79			Lehrstuhlinhaber	(WOZ)	
80			Verträge mit Nestlé betr. Zusammenarbeit		
81			und Nestlé-Lehrstühle		
82					
83					
84					
85					
86					
87					
88					
89					
90					
91					
92					
93					
94					
95					
96					
97					
98	Empfehlung EDÖB	26.02.2014	Liste der Stiftungslehrstühle mit Stifter	Journalist	ETHZ
99			und Betrag	(gleicher wie EPFL?)	
100			Register der Interessenbindungen (wie EPFL)		
101			Vertrag mit Syngenta betr. Lehrstuhl		
102			Agrar-Ökosysteme		
103					
104					
105					
106					
107					
108					
109					
110					

(Fortsetzung auf der folgenden Seite)

57 Standpunkt	Inhalt Empfehlung/	Einstufung Einsichtsanspruch		Begründung
58 Verwaltung	Entscheid	gegeben	nicht gegeben	zusätzliche Bemerkungen
59				
60 kein Zugang zu Dokumenten des	Bericht nicht im Rahmen	X		Begründung überzeugend
61 Mitberichtsverfahrens	Mitberichtsverfahren, weil			
62 kein fertiges Dokument	nicht für BR bestimmt			
63 Beeinträchtigung aussenpolit.	Evaluationsberichte sind			
64 Interessen und internat. Beziehg.	zugänglich, hier anwendbar			
65 Befähigung wirtschafts-, geld-,	Bericht wurde VFD über-			
66 währungspolitischer Interessen	geben, somit fertiggestellt			
67	Zugangentscheid unabh.			
68	von Klassifizierung			
69	allgemeine, grossteils			
70	bekannt Informationen			
71	zu Vergangenheit, keine			
72	Gefährdung künftigen			
73	Handelns			
74	Abdeckung der Passagen zu			
75	Verhandlungen parl.			
76	Kommissionen			
77				
78 Privatsphäre, z.T. schon veröff.	EPFL widersprüchlich,	X		Begründung EDÖB nur
79 Personendaten	generell überwiegendes			beschränkt überprüfbar,
80 Zusicherung Vertraulichkeit	öffentliches Interesse			in den überprüfbaren
81 Geschäftsgeheimnisse	bei Interessenbindungen			Punkten überzeugend
82	für Verträge BGÖ z.T.			
83	zeitlich nicht anwendbar			gemäss WOZ hat EPFL
84	Verträge stammen auch von			Empfehlung akzeptiert
85	EPFL, daher keine Zusicherung			und Vertrag heraus-
86	keine freiwillige Mitteilung,			gegeben
87	sondern vertragliche Pflicht			
88	keine Vertraulichkeits-,			
89	sondern nur Kommunikations-			
90	klausel			
91	keine substantiierte Darlegung,			
92	welche Teile Geschäftsgeh.			
93	beinhalten			
94	Privatsphäre Vertragsparteien			
95	und Mitgliedern EPFL nicht			
96	betroffen			
97				
98 Herausgabe zusammenfassender	summarische Zusammen-	X		gleich wie für EPFL
99 Informationen über Lehrstühle	fassung schränkt Anspruch			
100 Privatsphäre	nicht ein			
101 Angebot mündl. Informationen	Informationen teilw.			
102 über Syngenta-Vertrag	herausgeg. oder öffentlich			
103	offen, ob Verwaltung			
104	Geschäftsgeh. anrufen kann			
105	Liste der Lehrstühle nicht			
106	Privatsphäre			
107	für Interessenbindungen			
108	wie EPFL			
109	betr. Syngenta wie Nestlé			
110				

111	Bezeichnung	Datum	Gegenstand/Rechtsfragen	Gesuchsteller Beschwerdef.	Behörde(n) Gegner
112					
113					
114	Empfehlung EDÖB	18.02.2014	Datenbank der amtl. Messmittel im Strassenverkehr	Journalist	METAS
115			Liste der zugelassenen Messmittel		
116					
117					
118					
119					
120					
121					
122					
123					
124					
125					
126					
127					
128	Entscheid BVGer	14.02.2014	Nutzungsvereinbarung betr. Militärflug- platz Buochs	Schutzverband FIP Buochs	armasuisse Airport Buochs
129	A-2186/2013				
130					
131					
132					
133					
134					
135					
136					
137					
138					
139					
140					
141	Empfehlung EDÖB	12.02.2014	Statistik betr. Amtshilfegesuche im Steuerbereich, nach Ländern	Journalist	EStV
142					
143					
144					
145					
146	Empfehlung EDÖB	04.02.2014	Liste aller Ärzt/innen der regionalen ärztl. Dienste RAD	Anwalt	BSV
147					
148					
149					
150					
151					

(Fortsetzung auf der folgenden Seite)

111	Standpunkt	Inhalt Empfehlung/ Entscheid	Einstufung Einsichtsanspruch		Begründung zusätzliche Bemerkungen
			gegeben	nicht gegeben	
112	Verwaltung				
113					
114	teilweise Gewährung	strittig nur noch Besitzer/ Verwender	X		Würdigung überzeugend
115	keine Bekanntgabe von Name, Hersteller, Standort, Besitzer/ Verwender wg. Beeinträchtigung	aus Inventar der Geräte lassen sich keine näheren Rückschlüsse auf Einsatz ziehen			
116					
117	behördlicher Massnahmen	Rückschlüsse auf Einsatz ziehen			
118	Personendaten	Wissen kann auch regel- konformes Verhalten fördern			
119					
120		Daten stammen von Behörden nicht freiwillig gemeldet			
121		Behörden sind keine Personen i.S.v. Art. 9 BGÖ			
122					
123	Zukunft der Anlage ungewiss	Benutzungsvereinbarung	X		Begründung überzeugend
124	Geschäftsgeheimnisse	kein Dokument für laufende Verhandlungen			Die Prüfung geht deut- lich über die dürftigen Vorbringen der Gegner hinaus
125		keine Entscheidungsgrundlage			
126		keine Beeinträchtigung der internen Meinungsbildung			
127		kein Wettbewerbsnachteil			
128		Beeinträchtigung Privat- sphäre fraglich, überwie- gendes Interesse an Einsicht			
129		keine Anonymisierung			
130					
131	Beeinträchtigung aussenpolit. Interessen und internat. Bezg. unüblich, wird nicht geschätzt	keine hohe Wahrschein- lichkeit für Beeinträchtigung v. Interessen u. Beziehg.	X		Würdigung überzeugend
132					
133					
134					
135					
136					
137					
138					
139					
140					
141	keine Berufung auf Ausnahmen nur Einwand, Liste bestehe nicht (vgl. Auswertung Art. 5)	MA der öff. Verwaltung müssen sich Namens- bekanntgabe gefallen lassen	X		Würdigung überzeugend
142		keine Beeinträchtigung der Privatsphäre			
143					
144					
145					
146					
147					
148					
149					
150					
151					

152	Bezeichnung	Datum	Gegenstand/Rechtsfragen	Gesuchsteller Beschwerdef.	Behörde(n) Gegner
153					
154					
155	Empfehlung EDÖB	29.01.2014	Liste sämtlicher bewilligter Projekte des Sonderprogramms Innovationsförderung 2011, Liste aller Gesuche	Journalist	KTI
156					
157					
158					
159					
160					
161					
162					
163					
164					
165					
166					
167					
168					
169					
170					
171					
172					
173					
174					
175					
176	Empfehlung EDÖB	20.02.2013	Abrechnungen der paritätischen Berufs- kommissionen für 2010	Weltwoche	SECO
177					
178					
179					
180					
181					
182	Entscheid BVGer	09.12.2013	Abrechnungen der paritätischen Berufs- kommissionen für 2010	parit. Berufs- kommissionen	SECO
183	A-2434/2013				Weltwoche
184					
185					
186					
187					
188					
189					
190					
191	BGE 136 II 399	19.05.2010	Abgangsvereinbarung Departement-GS	Journalist La Liberté	EJPD
192					
193					
194					
195					
196					
197					

(Fortsetzung auf der folgenden Seite)

152 Standpunkt	Inhalt Empfehlung/ Entscheid	Einstufung Einsichtsanspruch		Begründung zusätzliche Bemerkungen
		gegeben	nicht gegeben	
153 Verwaltung				
154				
155 z.T. Geschäftsgeheimnisse	Informationen z.T. schon	X		Würdigung überzeugend
156 kein Interesse an Einsicht in nicht	veröffentlicht auf ARAMIS			
157 bewilligte Projekte	relative Unbekanntheit			
158 Verweis auf ARAMIS-Datenbank	der Teilnahme von Firmen			
159	fraglich			
160	Geheimhaltungswillen			
161	fraglich			
162	obj. Geheimhaltungsinteresse			
163	fraglich, kein Wettbewerbs-			
164	nachteil wahrscheinlich			
165	öff. Interesse an Bekanntgabe			
166	der Empfänger wg. finanz.			
167	Vorteilen, auch an Förder-			
168	beträgen			
169	öff. Interesse auch an			
170	Bekanntgabe abgelehnter			
171	Gesuche zwecks öffentl.			
172	Kontrolle			
173	keine Beeinträchtigung			
174	Privatsphäre			
175				
176 Geschäftsgeheimnisse	keine Konkurrenzsituation	X		Würdigung überzeugend
177 Personendaten	geringfügige Eingriffe in			
178	Privatsphäre, überwiegendes			
179	Interesse an Offenlegung			
180	von Aufsichtsdaten			
181	z.T. Anonymisierung			
182 rechtsmissbräuchliches Einsichts-	kein rechtsmissbräuchliches	X		Würdigung überzeugend
183 gesuch	Einsichtsgesuch			
184 freiwillige Übermittlung	nicht freiwillig			
185 Privatsphäre Dritter	z.T. Anonymisierung			
186	keine besonders schutz-			
187	würdigen Personendaten			
188	hohes Interesse der			
189	Öffentlichkeit			
190				
191 kein Zugang zu Dokumenten des	Einschränkung bezieht			
192 Mitberichtsverfahrens	sich nicht auf Dokumente,			
193	die vor Eröffnung des			
194	Mitberichtsverfahrens als			
195	Antragsbeilagen erstellt wurden			
196	Zugang erst nach polit.			
197	oder admin. Entscheid			

Verhältnis zu den Spezialbestimmungen

1	Bezeichnung	Datum	Gegenstand/Rechtsfragen	Gesuchsteller	Behörde(n)
2				Beschwerdef.	Gegner
3					
4	Empfehlung EDÖB	03.04.2014	Zulassungsunterlagen von 2 Arzneimittel der Drittperson	Drittperson (Unternehmen)	Swissmedic Gesuchsteller (Untern.)
5					
6					
7					
8					
9	Empfehlung EDÖB	12.02.2014	Statistik betr. Amtshilfesuche im Steuerbereich, nach Ländern	Journalist	ESTV
10					
11					
12					
13					
14					
15	Empfehlung EDÖB	20.02.2013	Abrechnungen der paritätischen Berufs- kommissionen für 2010	Weltwoche	SECO
16					
17					
18					
19	Empfehlung EDÖB	23.12.2013	Statistiken und Auswertungen zu Beschaffungen	Journalisten	BBL
20					
21					
22					
23					
24					
25					
26					
27	Entscheid BVGer	09.12.2013	Abrechnungen der paritätischen Berufs- kommissionen für 2010	parit. Berufs- kommissionen	SECO Weltwoche
28	A-2434/2013				
29					
30					
31	Empfehlung EDÖB	05.12.2013	Dokumente betr. NFP "Lebensende", u.a. Namen der Gutachter	Rechtsanwalt	SNF
32					
33					
34					
35	Empfehlung EDÖB	28.05.2013	Unterlagen zu Handgranatenexporten nach Syrien, u.a. Korrespondenz BR- GPK-N mit Ausführungen zu GPK-Sitzungen	Journalist	SECO
36					
37					

(Fortsetzung auf der folgenden Seite)

1 Standpunkt	Inhalt Empfehlung/ Entscheid	Einstufung Einsichtsanspruch		Begründung zusätzliche Bemerkungen
		gegeben	nicht gegeben	
2 Verwaltung				
3				
4 teilweise Einsichtgewährung;	keine Spezialbestimmung	X		entspricht Lehre und
5 Drittperson: keine Einsicht	Wiederholung allg. Amts-			Rechtsprechung
6 Verstoss gegen Art. 61 i.V.m. 87	geheimnis, durch BGÖ derogiert			
7 HMG				
8				
9 widerspricht OECD-Musterabk.	Abkommen verbietet	X		Würdigung überzeugend
10 betr. Doppelbesteuerung	Bekanntgabe der ausge-			
11	tauschten Informationen,			
12	nicht aber von Statistiken			
13	über die Fälle			
14				
15 GAV enthält Klausel, Abrechnung	keine Sonderbestimmung	X		SECO hat wegen Empfeh-
16 sei dem SECO vorzulegen; bes.	schliesst Einsicht Dritter			lung zugunsten Gesuch-
17 Bestimmung iSv. Art. 4 BGÖ	nicht aus			steller entschieden
18				
19 Anonymisierung der Liste der	Spezialbest. Art. 24 II BöB	X		Begründung interessant
20 40 umsatzstärksten Kreditoren	Zuschlag immer zu			und überzeugend
21	veröffentlichen			
22	aber nur bei Erreichen			
23	Schwellenwerte			
24	insges. verstösst Anonymisierung			
25	gg. Art. 24 BöB			
26				
27 unzulässige Praxisänderung	überwiegende Gründe	X		
28	für Praxisänderung, kein			BVGr hat Verfügung SECC
29	Vertrauensschutz			zu Recht bestätigt
30				
31 Art. 13 Abs. 3 FIFG betr. Bekannt-	nicht anwendbar	X		aufgrund Wortlaut richtig
32 gabe der Gutachter im Beschwerde-	nur im Rechtsmittel-			Zweck verlangt kaum
33 verfahren als Spezialnorm	verfahren			Erweiterung
34				
35 Art. 47 ParlG als Spezialnorm	bestätigt SECO		X	Begründung überzeugend
36				
37				

Gebühren

1	Bezeichnung	Datum	Gegenstand/Rechtsfragen	Gesuchsteller Beschwerdef.	Behörde(n) Gegner
2					
3					
4					
5	Empfehlung EDÖB	28.02.2014	ANPA-Reglement ENSI-AN-7057	Privatperson	ENSI
6					
7					
8					
9					
10	Empfehlung EDÖB	10.02.2014	Bericht der Branchenorganisation Milch über ihre Massnahmen, inkl. Beilagen	Journalistin	BLW
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19	BGE 139 I 114	26.04.2013	Dokumente betr. Kontrolle der Energie- etiketten von Elektrogeräten 2010, Gebühr Fr. 250.- strittig	Journalist (Konsumenten- zeitschrift)	BFE
20					
21					
22					
23					
24					
25					
26	Empfehlung EDÖB	30.01.2014	Bericht der Branchenorganisation Milch über ihre Massnahmen, inkl. Beilagen (enger Zusammenhang mit Empf. 10.2.14)	Journalistin	BLW
27					
28					
29					
30					
31					
32					
33					
34					
35					
36					
37	Empfehlung EDÖB	04.12.2012	Bericht "Elektronische Kriegführung; Prüfung der Wirtschaftlichkeit und des Einsatzes von Systemen des VBS"	Journalist	EFK
38					
39					
40					
41					
42					
43	Empfehlung EDÖB	04.12.2012	Bericht zu Überprüfung von Medizin- produkten	Verband (Branchen-)	Swissmedic
44					
45					

(Fortsetzung auf der folgenden Seite)

1 Standpunkt	Inhalt Empfehlung/	Einstufung	Einwand gegen Gebühr		Begründung
2 Verwaltung	Entscheid	berechtigt	untersch.	unberechtigt	zusätzliche Bemerkungen
3			Beurteilung		
4			möglich		
5 Herausgabe, Kosten 1'700.-	keine Empfehlung, da				
6	Gesuchsteller Vfg verlangt,				
7	aber nicht angefochten				
8	hat				
9					
10 Gebühren mind. Fr. 4'000.- bzw.	Gebühren über Fr. 2'000.-	X			Würdigung überzeugend
11 über 2'000.- für einen Teil	für die Bearbeitung eines				
12	Berichts mit 5 1/2 Seiten				
13	unter Anhörung von 2-3				
14	Personen sind unverhält-				
15	nismässig				
16	Verlangen einer Vorab-Bestätigung				
17	für Gebühren abschreckend				
18					
19 BVGer: Gebühr hat gesetzl.	deut. Gebührenreduktion,		X		Zeitaufwand 5h etwas
20 Grundlage, ist angemessen und	Rücksichtnahme auf bes.				fraglich, mit Fr. 50.- sehr
21 verletzt Äquivalenz- und Kosten-	Bedürfnisse der Medien				tiefer Stundenansatz;
22 deckungsprinzip nicht	geringer Aufwand				Betrag hätte Eingreifen
23	Anspruch auf günstigen				nicht zwingend erforder-
24	Gebührenansatz				t
25					
26 Gebühren je Dokument + Material	nach Anhang VGBÖ für	X			Begründung nur teilweise
27 Versand, insges. Fr. 4'250.-	Vorbereitung Fr. 100.-/h				überprüfbar, überzeugend
28	2 Berichte mit v.a. Zahlen,				
29	geringer Aufwand,				
30	Befreiung				
31	Fr. 1'400.- für Unterlagen				
32	betr. parl. Anfrage weit				
33	überhöht, geringer Aufwand				
34	Befreiung				
35	Versandkosten unzulässig				
36					
37 Prüfung der Entklassifizierung und	Ankündigung exzessiver	X			Begründung überzeugend
38 Ausnahmebestimmungen,	Gebühren ist Zugangs-				
39 Gebühr Fr. 8-10'000	beschränkung				
40 Aufforderung Bestätigung, sonst	geschätzter Aufwand zu				
41 Annahme Rückzug	hoch, Gebühr unverhältnismässig				
42					
43 Ankündigung Kosten Fr. 2'000.-	Prüfung war umfangreich,			X	Begründung überzeugend
44 umfangreich, Personendaten	anspruchsvoll, Gebühr				
45 def. Gebühr Fr. 1'829.-, 145 S. Dok.	verhältnismässig				

Anhang 9: Vergleich Empfehlungen/Gerichtsurteile

BVGer A-5111/2013

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	21.01.2012 Auskünfte: Welche Personalverleihbetriebe sind gemäss Art. 66 UVG in der Klasse 70C SUVA-versichert? Welche Personalverleihbetriebe weisen bezüglich der verliehenen Arbeitnehmenden pro Kalenderjahr eine Lohnsumme von mindestens 1'200'000.-- Franken auf? C: SUVA	04.07.2013	23.07.2013 SUVA	06.08.2014 A-5111/2013 SUVA-Dokumente (Liste mit Namen und Adressen aller bei der SUVA in der Klasse 70C versicherten Arbeitgeber bzw. Personalverleihbetrieben mit einer Lohnsumme von über 1.2 Mio. Franken)
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Georg Straub als Direktor von Swisstaffing und Vizepräsident der Schweizerischen Paritätischen Berufskommission Arbeitsverleih (SPKA)			A: 1) Swisstaffing 2) Verein Paritätischer Vollzug
Betroffene Bestimmungen				Art. 33 ATSG und Art. 97 UVG; Art. 1-10, 12-16 und 19 BGÖ; Art. 3 und 19 DSG
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)		Art. 33 ATSG und Art. 97 UVG gelten nicht als Spezialbestimmung i.S.v. Art. 4 BGÖ		Auskunftsgesuch nach BGÖ Art. 33 ATSG und Art. 97 UVG gehen dem BGÖ nicht vor.
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB			Ja	Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Keine Auskunft	Zugang zu den verlangten SUVA-Informationen	Abweisung	Aufhebung der Verfügung der SUVA vom 23. 07.2013; Auskunftserteilung
Bewertung:			Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-4500/2013

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	25.05.2011 Verwaltungsinterner Bericht Amtshilfe in Steuersachen C: EFD	27.05.2013	17.06.2013	27.02.2014 A-4500/2013
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Denis Masmajan, Journalist bei Le Temps			A: Denis Masmajan
Betroffene Bestimmungen				1, 2, 4-8 und 10-16 BGÖ
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Zugang zu amtlichen Dokumenten nach BGÖ
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB			Nein	Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Kein Zugang	10.6.2011; Gewährung Zugang mit Liste der Anhänge; Angabe bereits veröffent- lichter Dokumente	Kein Zugang	teilweise Gutheissung (Herausgabe Bericht "Amtshilfe in Steuersachen gemäss Art. 26 OECD Musterabkommen, Bericht über Rolle der Verwaltung März 2009 und Februar 2011" und Liste der Anhänge, Abdeckung aller Äusserungen in der Parlamentskommission gestützt auf Art. 47 ParlG i.V.m Art. 4 BGÖ)
Bewertung:			Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	Entspricht überwiegend der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	29.08.2012 Neueste Benutzungsvereinbarung samt allen Anhängen/Beilagen in Sachen Militärflugplatz Buochs, abgeschlossen im 2011 zwischen der Eidgenossenschaft, vertreten durch VBS/armasuisse und der zivilen Flugplatzbetreiberin Airport Buochs AG. Dieser Vertrag löste die Benutzungsvereinbarung vom 4. August 2005 ab oder wurde allenfalls als Ergänzung zu dieser ausgestellt. C: armasuisse	25.01.2013	04.03.2013 armasuisse	14.02.2014 A-2186/2013 Vertrag zwischen der armasuisse und der Airport-Buochs AG samt Anhängen und Beilagen
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Schutzverband der Bevölkerung um den Flugplatz Buochs (SBFB)		A: Airport Buochs AG (ABAG)	A: SBFB
Betroffene Bestimmungen			Art. 7 oder 8 BGÖ	Art. 1-2, 4-10, 12-16 BGÖ; Art. 3 und 19 DSG
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)		Problematik: keine Mitwirkung der armasuisse		Zugang zu amtlichen Dokumenten nach BGÖ; kein Ausnahmetatbestand nach Art. 7 oder 8 BGÖ erfüllt
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB				Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Keine Einsicht	Zugang (unter Vorbehalt von Ausnahmen)	Keine Einsicht	Gutheissung
Bewertung:			Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-2434/2013

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	11.11.2011 Sämtliche Abrechnungen (Erfolgsrechnungen und Bilanzen) der paritätischen Kommissionen aus dem Jahr 2010 C: SECO	20.02.2013	15.03.2013 SECO	09.12.2013 A-2434/2013 Abrechnungen (Erfolgsrechnungen und Bilanzen) der paritätischen Kommissionen aus dem Jahr 2010
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Weltwoche Verlags AG			A: 1) Naturstein-Verband Schweiz (NVS), Gewerkschaft UNIA, Gewerkschaft SYNA, gemeinsam Paritätische Kommission Marmor und Granit 2) Commission professionnelle paritaire du second-oeuvre romande la construction 3) ... 21)
Betroffene Bestimmungen				Art. 1-7 (insb. Art. 7 Abs. 1 Bst. g und h), 9, 11, 16 und 19 BGÖ; Art. 3 und 19 DSG
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Zugang zu amtlichen Dokumenten gemäss BGÖ; Qualifikation der Dokumente; Personendaten; Interessenabwägung; Anonymisierung
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB			Ja	Ja, an verschiedenen Stellen
Empfehlung bzw. Entscheid	Keine Einsicht	Zugang mit Anonymisierung, davon auszunehmen sei die Zentrale Paritätische Kommission für Branchen des Ausbaugewerbes in den Kantonen BL/BS/SO	Zugang (gemäss Empfehlung EDÖB)	Abweisung bei 19 Beschwerdeführern; teilweise Gutheissung bei 2 Beschwerdeführern
Bewertung:			Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB	Entspricht überwiegend der Empfehlung des EDÖB (1 entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB)
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-2064/2013

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	11.11.2011 Sämtliche Abrechnungen (Erfolgsrechnungen und Bilanzen) der paritätischen Kommissionen aus dem Jahr 2010 C: SECO	20.02.2013	15.03.2013 SECO	09.12.2013 A-2064/2013 Abrechnungen (Bilanzen und Jahrensrechnung) aus dem Jahr 2010
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Weltwoche Verlags AG			A: Zentrale Paritätische Kontrollstelle ZPK
Betroffene Bestimmungen				Art. 2-7 und 16 BGÖ
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Zugang zu amtlichen Dokumenten gemäss BGÖ; Qualifikation der Dokumente
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB			Ja	Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Keine Einsicht	Mehrheitlicher Zugang	Vollumfänglich der Empfehlung gefolgt	Gutheissung (kein Zugang)
Bewertung:			Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB	Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-5489/2012

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	26.07.2012 eingereichte Unterlagen zur Änderung der Allgemeinverbindlicherklärung, namentlich betreffend den Nachweis der vorhandenen Quoren C: SECO	18.09.2012	12.10.2012 SECO	08.10.2013 A-5489/2012 Neue Unterlagen betreffend Quoren; eventualiter ursprüngliche Akten
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Schweizer Verband der Innendekorateure, des Möbelfachhandels und der Sattler (interieur-suisse)			A: interieursuisse Eingereichte Unterlagen zur Änderung der Allgemeinverbindlicherklärung B: 1) Maler- und Gipserunternehmer Verband Baselland 2) Association neuchâteloise des maîtres marbriers et sculpteurs 3) Gewerkschaft Syna 4) Unia Neuchâtel
Betroffene Bestimmungen				Art. 1-9 (Art. 7 Abs. 1 Bst. g), 16 und 19 BGÖ
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Öffentlichkeitsprinzip; Berufs- und Geschäftsgeheimnis; Privatsphäre; Personendaten; Anonymisierung
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB			Ja	Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Keine Einsicht	Aufschub des Zugangs zu den verlangten Dokumenten	Vollumfänglich der Empfehlung gefolgt	Gutheissung, soweit darauf einzutreten ist; Zugang zu den eingereichten Unterlagen
Bewertung:			Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB	Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-4962/2012

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	07.06.2012 C: Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV)	16.08.2012	04.09.2012 BSV	22.04.2013 A-4962/2012 Sitzungsprotokolle der 146. bis 151. Sitzung der AHV/IV-Kommission
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Fabian Eberhard, Tamedia AG			A: Fabian Eberhard, Tamedia AG, Sonntags- Zeitung
Betroffene Bestimmungen				Art. 1 und 2 Abs. 1 Bst. a, 4 , 6-9, 12 und 16 BGÖ
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Öffentlichkeitsprinzip; Anwendungsbereich des BGÖ; Geheimhaltungs- norm
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB				Ja bzgl. Anonymisierung
Empfehlung bzw. Entscheid	Kein Zugang	Zugang (Anonymisierung)	Kein Zugang, da keine Anwendbar- keit des BGÖ	Gutheissung; Zugang (Anonymisierung)
Bewertung:			Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z. B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-4307/2010

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	Dokumente betr. Marktzulassung Medikamente X und Y, u.a. Zusammen- fassung der klinischen Versuche, beides von einer Gesellschaft; div. Schreiben Swissmedic; 17.11.2009, Nichtein- haltung Vereinbarung C: Swissmedic	02.06.2009, Vereinbarung; 30.03.2010, Empfehlung	12.05.2010	28.02.2013 A-4307/2010
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: 1) Valérie Junod 2) Misuko Kondo Oestreicher		A: 1) Valérie Junod 2) Misuko Kondo Oestreicher	A: 1) Valérie Junod 2) Misuko Kondo Oestreicher; Pharmaunternehmen A.
Betroffene Bestimmungen		Art. 7 Abs. 1 lit. g, 9 BGÖ		Art. 4, 6-7, 9-16 und 39 BGÖ; Art. 3 und 19 DSGVO
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				missbräuchliches Ge- such; Zusicherung der Vertraulichkeit; Spezial- bestimmungen
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB				Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Keine Einsicht	Vereinbarung betr. teilweise Herausgabe unter Beachtung der Ausnahmegründe; Empfehlung, Zugang zu gewähren mit Ausnahmen	teilweise Gewährung	Gutheissung A: 1) Valérie Junod 2) Misuko Kondo Oestreicher, Abweisung A.
Bewertung:			Entspricht überwiegend der Empfehlung des EDÖB	Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-6037/2011

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	25.06.2010 C: SECO	06.07.2011	03.10.2011 Sistierung	15.05.2012 A-6037/2011 Bericht der Revisionsstelle, die Bilanz und Erfolgsrech- nung mit Budget sowie die Anmerkungen zur jeweiligen Jahresrech- nung aus den Jahren 2007 bis 2009; die A. Rechnung betreffend Mehrjahresvergleich 2005 bis 2009; das Schreiben der Y vom 2. Juli 2009 und das Schreiben der Z vom 4. Februar 2009
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Verein Eigenständige Unternehmer der Gebäudehülle- und Gebäudetechnik-Branche (EUGG)			A: EUGG
Betroffene Bestimmungen				
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Zugang zu amtlichen Dokumenten gemäss BGÖ
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB				
Empfehlung bzw. Entscheid	Keine Einsicht	Zugang mit Anonymisierung	Sistierung	Gutheissung (Vorins- tanz muss das Verfahren weiterführen)
Bewertung:				Nicht verwertbar, weil Verfahren nicht weitergeführt
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-1156/2011 (BVGE 2011/53)

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	08.07.2010 Korrespondenz zwischen dem EDA und dem Tages-Anzeiger rund um das Interview mit Frau Bundesrätin Micheline Calmy-Rey in ihrer Funktion als Departementsvorsteherin im TA vom 19. Juli 2010, Handakten des Pressebegleiters von Frau Bundesrätin Calmy-Rey anlässlich dieses Interviews und allfälliger vorhandener Tonbandaufnahmen C: EDA	09.12.2010	20.01.2011 EDA	22.12.2011 A-1156/2011 (BVGE 2011/53)
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:			A: Privatperson und SRG, wobei die formelle Beschwerde vom BVGer offen gelassen wurde	A: 1) A. 2) Schweizerische Radio- und Fernsehgesellschaft
Betroffene Bestimmungen				Art. 5 und 6 Abs. 1 BGÖ
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Öffentlichkeitsprinzip; amtliches Dokument; fertig gestelltes Dokument
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB			Ja	Ja
Empfehlung bzw. Entscheid	Keine Einsicht	Teilweiser Zugang; Erstellung eines amtlichen Dokuments und Zugang	Mindestens teilweise Umsetzung (unklar)	Abweisung
Bewertung:			Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB	Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-1135/2011 (BVGE 2011/52)

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	20.05.2009 Von der AG Begleitmassnahmen erstellte "Liste mit mehr als 100 Vorschlägen" und "reduzierte Liste mit ca. 80 Vorschlägen" C: BLW	23.12.2010 Liste mit rund 250 Vorschlägen im Doku- ment Synopsis (nur Vorschläge)	18.01.2011 BLW	07.12.2011 A-1135/2011 Dokument Synopsis
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Claudia Schreiber, Journalistin			A: Claudia Schreiber
Betroffene Bestimmungen				Art. 2 Abs. 1 Bst. a, Art. 5 Abs. 3 Bst. b und c, Art. 7 Abs. 1 Bst. a, d und h, Art. 8 Abs. 4, Art. 9 BGÖ
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Öffentlichkeitsprinzip, persönlicher Geltungs- bereich des BGÖ, nicht fertig gestelltes Doku- ment, Zugangsverwei- gerung, Schutz von Personendaten
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB				Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Kein Zugang	Zugang (mit Anonymisierung)	Kein Zugang	Gutheissung (Zugang mit Anonymisierung)
Bewertung:			Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z. B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-3192/2010

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	17.07.2009 Erklärung der Interessenkonflikte der Eidg. Impfkomm. und der Arbeitsgruppe HPV-Impfung C: BAG	12.02.2010	07.04.2010	17.06.2011 A-3192/2010
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Catherine Riva			A: Catherine Riva
Betroffene Bestimmungen				Art. 5-7 und 9 BGÖ; Art. 2, 3, 9, 12 und 19 DSGVO
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Anwendbarkeit des BGÖ auf extraparl. Komm.; Zusicherung der Vertraulichkeit, guter Glaube; besonders schützenswerte Personendaten
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB				Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Keine Einsicht	Gewährung	Verweigerung	Gutheissung
Bewertung:			Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

A-3609/2010

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	17.03.2008 "Les contrats de travail de Walter Eberle, ancien secrétaire général du DFJP et d'Yves Bichsel, son suppléant, y compris les conditions spéciales accordées par l'ancien chef du département ainsi que les décisions relatives à leur indemnisation après leur renvoi par la nouvelle cheffe du département." B: Walter Eberle/Yves Bichsel C: DFJP	09.02.2009	02.03.2009 DFJP	17.02.2011 A-3609/2010; Abgangsvereinbarungen Eberle und Bichsel
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Erik Reumann, Redakteur journal La Liberté			A: Erik Reumann
Betroffene Bestimmungen				Art. 2, 6-9 BGÖ; Art. 3, 7 und 19 DSG
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Schutz der Privatsphäre; überwiegendes öffent- liches Interesse an Herausgabe von Perso- nendaten
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB				Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Verweigerung	Gewährung	Kein Zugang	Gutheissung, Gewähr- ung Zugang
Bewertung:			Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-2165/2009

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer	BGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	17.03.2008 "Les contrats de travail de Walter Eberle, ancien secrétaire général du DFJP et d'Yves Bichsel, son suppléant, y compris les conditions spéciales accordées par l'ancien chef du département ainsi que les décisions relatives à leur indemnisation après leur renvoi par la nouvelle cheffe du département, ainsi que la décision sur son indemnisation suite à son renvoi par la nouvelle cheffe du département" B: Walter Eberle/Yves Bichsel C: DFJP	09.02.2009	02.03.2009	19.10.2009 A-2165/2009	19.05.2010, 1C_522/2010, BGE 136 II 399 (vgl. sep. Dok., S. 15)
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Erik Reumann (Journalist La Liberté)			A: 1) Erik Reumann 2) Magalie Goumaz (Journalisten La Liberté)	
Betroffene Bestimmungen				Art. 1-4, 6-9 BGÖ; Art. 19 DSG	
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Dokumente des bundesrätlichen Mitbe- richtsverfahrens	
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB	--			Nein	
Empfehlung bzw. Entscheid	Keine Einsicht	Gewährung	Keine Einsicht	Abweisung	Gutheissung/Rück- weisung (vgl. A- 3609/2010)
Bewertung:				Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	
A Gesuchsteller/in					
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)					
C Betroffene Behörde					

BVGer A-2165/2009

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer	BGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	17.3.2008; Abgangsvereinbarung mit GS EJPD B: Walter Eberle/Yves Bichsel C: EJPD	09.02.2009	02.03.2009	19.10.2009 (A-2165/2009)	19.05.2010 BGE 136 II 399 (1C_522/2009) Abgangsvereinba- rungen
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Reumann und Goumaz (Journalisten La Liberté)	A: Reumann/Goumaz	A: Reumann/Goumaz	A: Reumann/Goumaz	A: Reumann/Goumaz
Betroffene Bestimmungen	Art. 8 Abs. 1 BGÖ				Art. 6 und 8 Abs. 1 BGÖ
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)	Abgrenzung Dokumente Mitbe- richtsverfahren				
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB					Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Verweigerung	Zugang gewähren	Verweigerung	Abweisung; Dokumente gehören zu MB-Ver- fahren	Gewährung; Mitberichtsverfah- ren beginnt erst nach Einreichung Antrag an BR
Bewertung:			Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in					
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)					
C Betroffene Behörde					

BVGer A-4049/2009

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	05.11.2007 "copie des données remises par las Société Suisse des Pharmaciens (SSph) et santésuisse à l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) dans le cadre de l'élaboration de la liste des spécialités (LS) et des conventions tarifaire (DT) conclues entre la SSPH et santésuisse depuis l'an 2000; des études permanentes des coûts en pharmacie (études RoKA) 2005 et 2006; de la base de calcul utilisée pour l'établissement de la liste des prix des médicaments aus sens de l'article 53 LAMaI (LS; base de calcul 1); de la base de calcul de la part revenant aux grossistes et aux détaillants dans la LS (base de calcul 2) C: l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS)	22.04.2009	20.05.2009	03.05.2010 A-4049/2009 Div. Schreiben der santésuisse und der pharmaSuisse
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: 1) A. 2) Société Suisse des Pharmaciens d'Officine			A: 1) A. 2) Société Suisse des Pharmaciens d'Officine
Betroffene Bestimmungen				Art. 2, 4-5, 8-10, 12-16, 20 und 23 BGÖ
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)		zeitliche Anwendbarkeit des BGÖ; Aufschub bis Entscheid		Dokumente des Mitberichtsverfahrens; Aufschub bis Entscheid
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB				Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Keine Einsicht	teilweise Einsicht mit Aufschub und Abdeckungen	teilweise Einsicht mit Aufschub und Abdeckungen	weitergehende Einsicht
Bewertung:			Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB	Entspricht teilweise der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-3631/2009

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	06.05.2008 "Cockpits-Berichte" der dem Direktor der ESTV unterstellten Abteilungen sowie der beiden Hauptabteilungen für die Jahre 2006, 2007 und 2008; Amtsreportings 2006-2008 C: ESTV	03.04.2009	07.05.2009 ESTV	15.09.2009 A-3631/2009 "Cockpits-Berichte" der dem Direktor der ESTV unterstellten Abteilungen sowie der beiden Hauptabteilungen für die Jahre 2006, 2007 und 2008 sowie Amtsreportings 2006-2008; eventualiter nur Auflistung der Berichte mit den Bezeichnungen "Cockpits" und "Amtsreporting".
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: Martin Stoll			A: Martin Stoll, c/o Redaktion Sonntags-Zeitung
Betroffene Bestimmungen				Art. 1-2, 4-9 BGÖ
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Öffentlichkeitsprinzip; Steuergeheimnis; Interessenabwägung
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB				Nein
Empfehlung bzw. Entscheid	Kein Zugang	Einsicht in Auflistung der Berichte mit den Bezeichnungen "Cockpits" und "Amtsreporting" 2006-2008	Kein Zugang	teilweise Gutheissung (Zugang nur zu einer Auflistung der Berichte mit der Bezeichnung "Cockpits" der Jahre 2006-2008)
Bewertung:			Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	Entspricht überwiegend der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z. B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				

BVGer A-7369/2006

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer	BGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	21.07.2006 "Liste des bénéficiaires de concession pour la fabrication des boissons distillées et à la liste des détenteurs d'autorisations pour le commerce de gros des boissons distillées." C: Régie fédérale des alcools (RFA)	04.08.2006; keine Empfehlung, da Daten aus Zeit vor Inkrafttreten BGÖ betroffen	21.07.2006; Stellungnahme faktisch als Verfügung behandelt	24.07.2007 A-7369/2006; Nichteintreten; Rückweisung an EDÖB zur Durchführung des Schlichtungsverfahrens	
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: A.			A: 1) A. 2) B.	
Betroffene Bestimmungen				Art. 10, 12-16 und 23 BGÖ	
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Anwendbarkeit des BGÖ; richtiges Verfahren	
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB				Nein	
Empfehlung bzw. Entscheid Bewertung:	Keine Einsicht	keine; Überweisung	Abweisung	Rückweisung an EDÖB	
				Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	
A Gesuchsteller/in					
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)					
C Betroffene Behörde					

BVGer A-3443/2010

	Stellungnahme Behörde	Empfehlung EDÖB	Verfügung Behörde	BVGer
Datum/Referenz/ Betroffene Dokumente	29.09.2008 Sog. IV-Checkliste C: BSV	15. bzw. 16.03.2009	06.04.2010 BSV	18.10.2010 A-3443/2010 (A-3269/2010) IV-Checkliste
Verfügung/ Beschwerde eingeleitet von:	A: 1) Evalotta Samuelsson, RA 2) Peter Kaufmann, RA			A: 1) Evalotta Samuelsson 2) Peter Kaufmann
Betroffene Bestimmungen				Art. 1, 2, 5-8, 13-16 BGÖ; Art. 3 DSGVO
Wichtige/ hauptsächliche Rechtsfragen (Stichworte)				Öffentlichkeitsprinzip; fehlende Gefährdung
Expliziter Verweis auf Empfehlung EDÖB	--			Nein, aber Erwähnung in Sachverhaltschilderung
Empfehlung bzw. Entscheid	Kein Zugang	Zugang zur IV- Checkliste	Kein Zugang	Gutheissung (Zugang hätte gewährt werden müssen)
Bewertung:			Entspricht nicht der Empfehlung des EDÖB	Entspricht vollständig der Empfehlung des EDÖB
A Gesuchsteller/in				
B Betroffene Person (z.B. Personenbezogene Daten)				
C Betroffene Behörde				